

L'Afrique parle du climat

Rapport de recherche SÉNÉGAL

Le Sénégal parle du climat Comment la population comprend le changement climatique

www.africatalksclimate.com

REMERCIEMENTS

Le BBC World Service Trust (BBC WST) tient à remercier British Council Sénégal pour son assistance tout au long de ce projet et, en particulier, Laurie Foucteau, Geneviève Kébé et Eric Lawrie. Nous remercions également Kit Vaughan et Susanne Moser, ainsi que notre groupe consultatif au Sénégal – Dr Aminata Niane Badiane, Dr Jörg Michael Baur, John Lucas Eichelsheim, Birima Fall, Alioune Badara Kaéré, Racine Kane, Dr Cheikh Mbow, Dr Ole Mertz, Kevin J Mullally, Vore Gana Seck, Ousmane dit Raymond Seye et Peter Trenchard – pour leurs conseils avant le travail mené sur le terrain et leur retour d'information sur les comptes rendus présentés. Les travaux de terrain ont été menés par l'Institut Panafricain de Marketing (IPAM), avec les conseils de Synovate et du BBC WST. Nous tenons à remercier Abdinasir Abdi, Aida Diallo, Fode Sagna, Abou B Ly, Jeanne Béatrice Manga et Papa Amath Sambe. L'analyse et la présentation des comptes rendus ont été menées par le Research and Learning Group (Groupe de recherche et d'apprentissage) du BBC WST avec l'assistance de Kayshinee Rye Ramchurn. Les recherches ont été financées par le British Council. Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance au Département britannique pour le développement international (DFID) pour le soutien qu'il a apporté aux programmes de politique générale et de recherche du BBC WST.

CRÉDITS

Ce rapport a été compilé par Emily LeRoux-Rutledge, Miriam Burton, Patrick McCurdy et Anna Godfrey, avec les contributions d'Aida Diallo, Fode Sagna et Abou B Ly. Les auteurs se réjouiront de recevoir un *feedback* sur les conclusions présentées ici. Ce rapport et toutes les publications d'*Africa Talks Climate* sont disponibles sur le site Web : www.africatalksclimate.com

Rédaction : Louise Daniel. Secrétaires de la rédaction : Rob Kingston, Dan Hancox. Conception graphique : Lance Bellers.

Production de la série : Grace Davies (responsable de la communication de *L'Afrique parle du climat*).

Direction de la série : Anna Godfrey (responsable des recherches de *L'Afrique parle du climat*) et Emily LeRoux-Rutledge.

Nous encourageons les lecteurs à citer ou à reproduire les documents produits par l'initiative *L'Afrique parle du climat*, mais en tant que détenteurs des droits d'auteur, le BBC World Service Trust souhaite que la source soit dûment reconnue et qu'on lui fasse parvenir un exemplaire de la publication. Ce rapport a été produit pour le BBC World Service Trust indépendamment de la BBC et du BBC World Service Trust et il ne sera pas interprété comme une expression de la politique général de la BBC ni de celle de l'un quelconque des organismes ayant financé le projet. Toute erreur est attribuable aux auteurs.

© BBC World Service Trust 2010

BBC WORLD SERVICE TRUST

Le BBC World Service Trust est l'organisme caritatif de développement international de la BBC. Il cherche à réduire la pauvreté et à promouvoir les droits de l'homme. Le Research and Learning

Group (R&L - Groupe de recherche et d'apprentissage) se spécialise dans la conception et la mise en œuvre de recherches qui apportent de nouvelles informations sur le rôle des médias et des communications autour des questions de développement.

Organisation caritative enregistrée sous le numéro : 1076235

BBC World Service Trust, Bush House, Strand, Londres WC2B 4PH, Royaume-Uni
Tél.+44 (0) 20 7557 2462
Fax +44 (0) 20 7397 1622
E-mail ws.trust@bbc.co.uk
Site Web bbcworldservicetrust.org

BRITISH COUNCIL

Le British Council est l'organisation internationale du Royaume-Uni qui se consacre aux actions d'éducation et aux relations culturelles. Il favorise l'échange de connaissances et d'idées est actif dans les domaines de l'art, de l'éducation, de la science, du sport et de la gouvernance dans plus de 100 pays. Il est parvenu l'an dernier à plus de 128 millions de personnes (je ne comprends pas ce que vous dire ici ?). Pour un supplément d'information, veuillez vous rendre sur www.britishcouncil.org

Photographie

« Cour de récréation près d'égouts ouverts », Freetown, Sierra Leone, reproduite avec l'aimable autorisation d'Adam Cohn, 2009 (pages 11,14) ; Déboisement, reproduite avec l'aimable autorisation de Zlatan Celebic, 2008 (pages 11,13) ; Brousse en feu, Ghana, reproduite avec l'aimable autorisation de Grete Howard, 2009 (pages 11,13) ; Inondations à Nairobi, AP Photo/Khalil Senosi, 1998 (pages 11,14) ; Échec des cultures en Somalie, BBC, 1992 (pages 11, 12) ; Carcasses de bétail en Éthiopie, AP PHOTO/Sayyid Azim, 2000 (pages 11, 12) ; Embouteillage, Chris Lock, 2008 (pages 11, 16) ; Mangrove, reproduite avec l'aimable autorisation de John Lucas Eichelsheim, 2006 (pages 11, 12) ; « Marée rouge dans le golfe du Mexique », reproduite avec l'aimable autorisation de Judy Baxter, 2005 (pages 11, 15).

TABLE DES MATIÈRES

À propos d’Africa Talks Climate
Résumé exécutif
Recommandations
Acronymes employés dans ce rapport

1 Toile de fonds

Le changement climatique en Afrique
Le changement climatique au Sénégal

2 Méthodologie des recherches

Discussions en groupes de réflexion
Entretiens approfondis

3 Conclusions des discussions en groupes de réflexion de citoyens

Quels sont les changements constatés par les citoyens sénégalais dans leur climat et leur environnement au fil du temps ?

Sécheresse et manque d’eau
Feux de brousse et déboisement
Inondations, déchets et drainage
Pénurie de poisson
Destruction des mangroves
Pollution de l’air
De quelle manière les Sénégalais pensent-ils que leur pays et leurs communautés répondent à la situation ?

Que savent et que comprennent les citoyens sénégalais du changement climatique mondial ?

Terminologie
Réaction aux concepts
Cadres de référence

4 Entretiens avec des leaders d’opinion

Que savent et que comprennent les leaders d’opinion sénégalais du changement climatique et quelles sont leurs opinions concernant les réponses du Sénégal au changement climatique ?

Un sujet réservé aux élites
Compréhension du changement climatique
Impacts perçus du changement climatique
Qui est responsable ?
Les personnes les plus gravement touchées comprennent-elles le changement climatique ?
Traduction et terminologie
Quelle est la réponse requise ?

5 Conclusion

Références

Annexes

Annexe 1 Leaders d’opinion interrogés
Annexe 2 Groupe consultatif du Sénégal
Annexe 3 Vue d’ensemble de la méthodologie

À propos d’Africa Talks Climate

Le changement climatique figure actuellement parmi les questions les plus importantes à l’ordre du jour politique et économique mondial. Pourtant, il a fallu au moins 20 ans pour devenir une priorité internationale. À de nombreux égards, cela est dû au fait que le changement climatique a été perçu, dans un premier temps, comme un problème scientifique. Des informations scientifiques complexes, déroutantes et parfois contestées ont abouti à une réaction lente de la part du grand public et des organes politiques face à la crise du climat. Le débat portant sur le changement climatique s’est par ailleurs déroulé dans les nations industrialisées, au sein d’un public largement à l’abri de ses pires effets. Pour beaucoup de gens, le changement climatique est un concept abstrait.

En Afrique, le changement climatique est loin d’être abstrait – il détermine d’ores et déjà le cours de la vie des populations. Des événements météorologiques extrêmes et l’imprévisibilité accrue des cycles météorologiques ont de graves conséquences pour les populations qui dépendent des terres, des lacs et des mers pour subvenir à leurs besoins alimentaires et gagner leur vie. En conséquence, la mobilisation de l’Afrique autour de cette question connaît une évolution rapide, ce qui donne l’occasion de dépasser la lente évolution de l’opinion publique et de l’action politique dans les pays occidentaux.

La réaction des citoyens africains face au changement climatique est entravée par une insuffisance fondamentale d’informations pertinentes et utiles pour les publics africains. La couverture médiatique et les campagnes de sensibilisation publique intensives menées dans la plupart des pays industrialisés ont été largement absentes en Afrique, en particulier à l’extérieur des principaux centres urbains. Trop souvent, les voix africaines ne se font pas entendre dans les débats internationaux portant sur le climat.

La manière dont l’Afrique répondra au changement climatique sera dictée par la mesure dans laquelle ses populations le comprennent. *L’Afrique parle du climat* se base sur la conviction que les personnes les plus gravement touchées par cette question ont le droit d’être mieux informées, afin de comprendre leur climat en évolution et d’y réagir efficacement. Il sera par conséquent crucial de fournir aux populations les informations dont elles ont besoin. Malheureusement, on ne sait pas grand-chose sur la façon dont le changement climatique est actuellement perçu et compris par les Africains ; *L’Afrique parle du climat* se propose de remédier à cette lacune. Il s’agit des recherches de plus grande envergure jamais réalisées sur la manière dont le grand public africain comprend le changement climatique. Les équipes de recherche ont mené des discussions avec plus de 1.000 citoyens de la République démocratique du Congo, de l’Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Nigeria, du Sénégal, de l’Afrique du Sud, du Soudan, de la Tanzanie et de l’Ougandaⁱ. Elles ont également conduit des entretiens avec presque 200 leaders d’opinion, y compris des décideurs, des chefs communautaires ou religieux, des hommes et femmes d’affaires et des représentants de médias et d’ONG.

L’objectif global de *L’Afrique parle du climat* est d’évaluer la façon dont le grand public appréhende le changement climatique et d’identifier la meilleure manière pour les efforts de communication et les médias de soutenir la réponse des Africains au changement climatique. Dans le cadre des recherches, quatre questions principales ont été posées :

1. Quels sont les changements constatés par les citoyens africains dans leur climat et leur environnement au fil du temps ?
2. Comment les citoyens africains expliquent-ils ces changements et y répondent-ils ?

ⁱ La sélection des pays s’est basée sur une consultation avec les organisations qui travaillent aux quatre coins de l’Afrique sur le changement climatique, la présence d’une antenne du British Council ou du BBC World Service Trust et les capacités de recherche au niveau local. Cependant, on a également pris en compte le climat du pays, son profil démographique, sa situation géographique sur le continent africain et un certain nombre d’indicateurs économiques, médiatiques et de gouvernance.

3. Que savent et que comprennent les citoyens africains du changement climatique mondial ?
4. Que savent et que comprennent les leaders d'opinion africains du changement climatique et quelles sont leurs opinions concernant les réponses de leurs pays respectifs au changement climatique ?

Ce n'est qu'une fois que les gouvernements, les ONG et les médias se sentiront à l'aise pour parler du changement climatique qu'ils pourront en communiquer efficacement les enjeux à leurs citoyens. Et ce n'est qu'une fois que les citoyens comprendront bien le changement climatique et ses implications pour leur vie qu'ils pourront y répondre efficacement. Une fois pleinement conscients du fait que les cycles météorologiques évoluent et qu'il est plus probable que des événements météorologiques extrêmes surviendront, les gens pourront débattre des questions en présence avec leurs familles, communautés et gouvernements respectifs, et discuter des risques et des lignes de conduite éventuelles. Cela leur permettra de se préparer plus efficacement pour l'avenir.

L'Afrique parle du climat est la première étape de l'élaboration de stratégies à long terme pour échanger des informations sur le changement climatique. Le but de cette initiative est de soutenir tous ceux qui sont chargés du travail de communication sur le changement climatique, qu'il s'agisse d'organisations internationales, de gouvernements, de médias, d'ONG ou de chefs communautaires.

Proposer aux gens des informations pertinentes pour qu'ils puissent résoudre efficacement les questions qui les touchent le plus : tel est l'élément central du travail mené par le BBC World Service Trust. C'est pourquoi, grâce à son réseau de chercheurs aux quatre coins de l'Afrique, le Trust occupe une position sans pareille pour soutenir la réponse de l'Afrique au changement climatique, en partageant son savoir-faire au moment de comprendre et de communiquer avec différents publics.

Pour obtenir un supplément d'informations, y compris les notes d'orientation, rapports et publications les plus récents du projet *L'Afrique parle du climat*, rendez-vous sur le site Web www.africatalksclimate.com.

Résumé exécutif

En mai 2009, le Research and Learning Group (Groupe de recherche et d'apprentissage) du BBC World Service Trust, au nom du British Council, a mené des recherches au Sénégal pour mesurer la compréhension du changement climatique au sein du grand public. Ces recherches se sont composées de discussions en 12 groupes de réflexion organisés à six endroits avec des citoyens sénégalais, ainsi que de 17 entretiens approfondis avec des leaders d'opinion issus du gouvernement, d'institutions religieuses, du secteur privé, des médias et de la société civile. L'objectif global était de découvrir ce que pense la population du changement climatique et de déterminer comment adapter les stratégies de communication et médiatiques afin de soutenir la réponse du Sénégal au changement climatique.

Principales conclusions

- La plupart des Sénégalaisⁱⁱ ne comprennent pas la dimension scientifique du changement climatique. Ils ont, toutefois, remarqué des changements météorologiques et saisonniers.

ⁱⁱ Remarque sur le choix des termes : bien que le rapport fasse référence aux opinions des « Sénégalais », il ne représente que les opinions des personnes qui ont participé aux travaux de recherche. Les participants aux recherches ont parfois été désignés comme les « Sénégalais » pour faciliter la lecture du texte.

Ils parlent de sécheresse, d'augmentations de la température et de la disparition de saisons des pluies bien définies. La plupart des gens n'associent pas ces changements au changement climatique mondial.

- Les Sénégalais sont profondément conscients de la dégradation de l'environnement et de l'amenuisement des ressources naturelles, mais il ne font guère de distinction entre cette dégradation et le changement climatique.
- La sécheresse et la pénurie de poisson provoquent frustration et désespoir. Les agriculteurs et les pêcheurs ne savent pas comment ils feraient face à la situation si les problèmes s'aggravaient. Les Sénégalais se préoccupent également des feux de brousse, du déboisement, des inondations, des déchets et de la pollution de l'air. Les leaders d'opinion s'inquiètent tout particulièrement pour les communautés rurales.
- On observe une forte tendance parmi les Sénégalais à se tenir individuellement et collectivement pour responsables des changements locaux constatés au niveau de l'environnement et des conditions météorologiques. Ils ne sont guère conscients du fait qu'il est probable que les problèmes climatiques – actuellement ou à l'avenir – aient des causes qui s'étendent au-delà du Sénégal.
- Bien que les leaders d'opinion reconnaissent que le changement climatique est un problème mondial, seuls quelques-uns d'entre eux reconnaissent que ce phénomène est en grande partie attribuable aux pays industrialisés.
- Le public sénégalais n'est guère conscient des concepts relatifs au changement climatique et au réchauffement climatique. Nombre d'entre eux entendent par « changement climatique » des changements météorologiques ou saisonniers.
- Les leaders d'opinion ont tendance à penser que le changement climatique est un sujet réservé aux experts et auquel il ne connaissent pas grand-chose. Bien qu'ils puissent en identifier les effets, ils sont très rares à penser qu'ils sont dotés de connaissances suffisantes pour en expliquer le concept.
- La terminologie relative au changement climatique est mal comprise et n'a pas de traductions standard en wolof et en jola. Les mots appropriés ne sont donc pas accessibles à la plupart des Sénégalais, ce qui empêche les gens de discuter des questions en présence. Les leaders d'opinion s'accordent à dire que la terminologie relative au changement climatique est un obstacle à la mobilisation du grand public.
- Les médias et les écoles constituent la principale source d'information sur le changement climatique pour la population. Or, les médias semblent manquer de connaissances suffisantes pour pouvoir informer efficacement les publics.
- Les Sénégalais se basent sur les connaissances et les croyances qui sont déjà les leurs pour expliquer les effets du changement climatique. Par exemple, ils sont nombreux à penser que le déboisement dans leur zone réduit les précipitations locales, et certains pensent, à tort, que la fumée qui émane des voitures et des usines endommage la couche d'ozone, ce qui fait augmenter la chaleur. Certains perçoivent les changements météorologiques comme la volonté de Dieu ; c'est là une opinion tout particulièrement répandue parmi les femmes et les populations rurales.
- La plupart des leaders d'opinion conviennent qu'il est nécessaire de mener un travail de sensibilisation au changement climatique. Or, on observe encore une tendance à se concentrer sur les efforts en vue de résoudre les causes du changement climatique au lieu de s'adapter à ses impacts. Quelques-uns soulignent la nécessité de donner la priorité à la fourniture d'informations qui permettront aux personnes les plus vulnérables de s'adapter.
- Il semble y avoir un faible degré de coordination et de communication sur le changement climatique. Les liens entre le gouvernement et les initiatives d'ONG semblent être les plus solides, tandis que les leaders communautaires et le secteur privé semblent être moins bien informés des décisions prises au niveau national. Le manque de connaissances sur le changement climatique ressort de manière tout particulièrement flagrante parmi les représentants des médias.
- Beaucoup de gens critiquent le gouvernement, à tous les niveaux, pour l'absence d'actions visibles sur le changement climatique et l'environnement. Les représentants gouvernementaux interrogés disent qu'il faut en faire plus pour lutter contre les impacts

du changement climatique sur le littoral sénégalais et sur l'approvisionnement en eau en milieu rural, pour réglementer les émissions de dioxyde de carbone et pour réduire les feux de brousse et le déboisement. Ils suggèrent que le principal défi est le manque de moyens financiers – mais que pour surmonter cet obstacle, une coordination efficace entre les institutions gouvernementales et la participation de la communauté internationale seront essentielles.

RECOMMANDATIONS

Les besoins d'information et de communication des citoyens sénégalais doivent se trouver au cœur même de toute réponse nationale au changement climatique. L'aptitude des citoyens sénégalais à répondre efficacement au changement climatique sera déterminée par la qualité des informations dont ils disposent et par la facilité avec laquelle ils peuvent y accéder. Une meilleure appréciation au sein du grand public du changement climatique permettra aux citoyens et aux communautés de discuter de la question, de s'adapter aux effets du changement climatique et de procéder à des choix à long terme en connaissance de cause en vue de l'avenir.

Les leaders d'opinion ont besoin d'accéder aux informations sur le changement climatique. Les chefs locaux du gouvernement et des communautés, y compris les chefs religieux, ont un accès sans pareil aux communautés et sont en position de communiquer avec les citoyens et de les inspirer pour qu'ils répondent au changement climatique et mettent en œuvre des stratégies d'adaptation locales. Or, ils sont en général parmi les personnes les moins informées sur le changement climatique mondial, ses causes et ses effets, et ont donc besoin d'être soutenus pour renverser cette situation.

Le débat public jouera aussi un rôle clé au moment d'améliorer la compréhension du changement climatique. Il constituera un forum pour l'échange d'expériences, informera les personnes quant aux implications du changement climatique sur leurs propres vies et permettra à la population d'exercer une pression politique, au niveau international ainsi que sur son propre gouvernement

Il est évident que les médias ont un rôle crucial à jouer dans la réponse au changement climatique et au moment d'aider les autres à mener des activités de communication sur le changement climatique, notamment les gouvernements, les ONG nationales et internationales, les scientifiques, les chefs religieux et les chefs communautaires. Ci-après nous présentons trois recommandations précises destinées à tous ceux qui sont chargés de communiquer les enjeux du changement climatique :

Fournir des informations

- Sensibiliser la population au changement climatique mondial et aux manières dont il est lié à la vie et aux moyens de subsistance des personnes
- Confirmer ce qu'ont observé les personnes, à savoir que les cycles météorologiques sont en train de changer et qu'il est probable que des événements météorologiques extrêmes surviendront plus fréquemment.
- Fournir aux personnes un accès à des informations correctes sur les causes du changement climatique.
- Construire des modèles mentaux corrects simples relatifs au fonctionnement du changement climatique. Ce faisant, garder à l'esprit les connaissances existantes au sein de la population (p. ex. en ce qui concerne les arbres, Dieu et l'amenuisement de la couche d'ozone) qui peuvent entraver ou faciliter une communication efficace relative au changement climatique.
- Investir dans des efforts en vue de développer et de mettre à l'épreuve une terminologie appropriée liée au changement climatique dans les langues locales
- Clarifier la mesure dans laquelle le changement climatique est lié ou pas à la dégradation de l'environnement.

- Fournir aux personnes et aux communautés un accès aux informations sur les manières concrètes de s'adapter au changement climatique et de se préparer en vue d'événements météorologiques extrêmes.
- Accorder une attention particulière aux besoins des communautés rurales pauvres en information. Pour elles, le changement climatique représente un point de bascule et elles ont besoin d'informations et de ressources ciblées qui leur permettront de faire face aux impacts.
- Communiquer de manières pertinentes au niveau local, en ayant recours à une variété de plateformes médiatiques d'information et autres.
- Aider les leaders d'opinion à mieux comprendre la question du changement climatique au niveau mondial et développer le débat au-delà du déboisement de manière à ce qu'ils puissent communiquer de façon assurée sur la question et l'incorporer dans la prise de décisions.
- Développer l'appréciation de l'adaptation parmi les leaders d'opinion et son importance pour la réponse que donnera le Sénégal au changement climatique.
- Conférer aux leaders locaux un accès aux informations sur le changement climatique, en gardant à l'esprit que les stratégies d'adaptation locales doivent tenir compte de la manière dont les chefs locaux comprennent la question.
- Fournir des informations sur le changement climatique au grand public sénégalais par l'intermédiaire des médias et des écoles.

Faciliter le débat public et le débat sur les politiques générales

- Renforcer la capacité des médias d'information et autres à soutenir un débat public plus efficace sur le changement climatique au Sénégal.
- Fournir des « espaces publics », par exemple à travers des débats télévisés, des émissions de radio où l'on répond aux questions des auditeurs et d'autres plateformes médiatiques interactives, afin d'échanger des idées et des informations, de favoriser la compréhension et de planifier l'action. Les espaces de ce type devraient par ailleurs faciliter une meilleure communication intersectorielle entre les gouvernements, les ONG, le secteur privé, les médias et les chefs locaux, ainsi qu'avec les acteurs internationaux.
- Faire intervenir une variété de voix et d'expériences sénégalaises lors des discussions et des débats : mobiliser les citoyens, les groupes d'intérêt locaux, les ONG, les chefs religieux et les décideurs à tous les échelons du gouvernement.
- Faciliter un dialogue accru entre les leaders d'opinion qui travaillent d'ores et déjà sur le changement climatique et ceux qui ne le font pas, afin de supprimer les perceptions de cette question comme un thème débattu par les élites.
- Établir un sentiment d'immédiateté et encourager l'échange d'exemples actuels d'adaptation au changement climatique. Exploiter la manière dont les Sénégalais apprécient et vivent leurs conditions météorologiques et leur environnement en évolution afin de créer un discours pertinent qui favorise l'engagement des citoyens dans la réponse donnée par le Sénégal au changement climatique.

Encourager la redevabilité

- Mettre au point des mécanismes qui permettent aux citoyens sénégalais et à leurs représentants d'incorporer le changement climatique dans l'ordre du jour politique et d'exercer une pression sur leurs propres pouvoirs publics en matière de politiques relatives au changement climatique, de financement de l'adaptation, de transfert des technologies, de réduction des émissions, du processus REDD et d'autres stratégies de réponse. Les mécanismes de ce type aideront par ailleurs les citoyens sénégalais et leurs représentants à communiquer leurs propres points de vue et exigences au reste du monde.

BOX P6

Acronymes employés dans ce rapport

BBC WST BBC World Service Trust

MDP	Mécanisme de développement propre
Franç CFA (FCFA)	Monnaie de la communauté financière africaine
CFC	Chlorofluorocarbones
PIB	Produit intérieur brut
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
IED Afrique	Innovations, Environnement, Développement Afrique
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
PANA	Programme d'action national aux fins de l'adaptation
ONG	Organisation non gouvernementale
R&L	Research and Learning group (Groupe de recherche et d'apprentissage) du BBC
World Service Trust	
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains

1 Toile de fonds

Le changement climatique en Afrique

Comme le changement climatique menace la santé et les habitations des Africains, ainsi que les ressources naturelles dont beaucoup dépendent pour leur survie, la population africaine est confrontée à une crise urgenteⁱⁱⁱ. Selon les prédictions, l'Afrique sera l'une des régions les plus gravement touchées par le changement climatique.¹ Pour les personnes qui luttent pour relever les défis soulevés par la variabilité climatique, la dégradation environnementale et la pauvreté, le changement climatique représente un point de bascule.

La répartition des précipitations dans l'ensemble de l'Afrique a d'ores et déjà changé de manière frappante et les rendements de l'agriculture pluviale pourraient diminuer de moitié au cours des dix années à venir². Une diminution des rendements aboutira, selon les prédictions, à un risque accru de malnutrition parmi les personnes qui dépendent de la terre pour leur alimentation et à une insécurité alimentaire plus importante pour les personnes qui doivent acheter leurs aliments sur les marchés³. De fait, il y a récemment eu des crises alimentaires au Kenya, en Ouganda, en Somalie et en Éthiopie⁴. Les importations pourraient elles aussi être touchées et l'aide alimentaire est menacée par le changement climatique dans la région du Midwest des États-Unis.

Il est probable que le changement climatique modifiera les schémas de transmission de maladies comme le paludisme⁵. L'incidence accrue de cas de choléra et de méningite serait elle aussi liée aux variations climatiques. Les risques pour la santé comme la diarrhée, l'asthme et les attaques d'apoplexie concernent un nombre accru de personnes lorsque la température augmente⁶.

Les durs impacts de la pluviosité en mutation sur l'Afrique sont flagrants. Un cycle hydrologique plus puissant entraînera d'autres problèmes, notamment les inondations. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), « D'ici 2080, des millions de personnes supplémentaires seront probablement inondées chaque année suite à l'élévation du niveau de la mer. Les habitants des méga-deltas d'Asie et d'Afrique seront plus nombreux à souffrir, mais les petites îles sont particulièrement vulnérables »⁷.

Cela fait de nombreuses années que les liens entre la dégradation environnementale, la tension politique et les conflits sont mis en relief⁸. La dégradation environnementale réduit l'approvisionnement en denrées alimentaires et en eau douce, ainsi que les ressources comme les terres. Selon les prévisions, le changement climatique aura pour effet d'exacerber les conflits en Afrique et, dans certains cas, il le fait déjà⁹.

ⁱⁱⁱ Sur les 20 pays du monde les plus vulnérables au changement climatique (en termes socio-économiques), 15 sont africains. Cf. *L'anatomie d'une crise silencieuse*, réf. 1.

Le changement climatique au Sénégal

Le changement climatique représente un stress supplémentaire pour les Sénégalais, qui luttent déjà face aux défis posés par la variabilité climatique, un environnement qui continue de se dégrader et la pauvreté répandue. Le Sénégal, situé sur la côte occidentale du continent africain, est une terre de contrastes géographiques et climatiques. La plus grande partie du pays est soumise aux conditions météorologiques de la zone sahélienne, qui se caractérisent par une seule saison des pluies qui peut durer jusqu'à trois mois¹⁰. Cette région est prédisposée à des précipitations instables et irrégulières et subit des sécheresses à répétition, durant des périodes allant de décennies à des siècles qui ont, dans certains cas, été attribuées à la variabilité intérieure naturelle du climat. La variabilité des précipitations durant la saison des pluies est actuellement à la hausse, ce qui rend le temps plus difficile à prédire et les sécheresses plus graves, en particulier dans le nord du Sénégal, zone très susceptible à la désertification. À l'instar de ses pays voisins, le Sénégal a été frappé par une grave sécheresse vers la fin des années 60, qui a eu un effet sur l'écologie et l'environnement du pays. Toute discussion concernant le changement climatique au Sénégal doit se dérouler dans un contexte prenant en compte cette variabilité climatique.

Le phénomène de la désertification au Sénégal est lié à la dégradation des sols et à la surexploitation et la mauvaise gestion des terres. Elle est accélérée par des sécheresses à répétition et des précipitations inférieures à la moyenne¹¹.

Perceptions et couverture du changement climatique : que savons-nous déjà ?

Pour communiquer efficacement sur le changement climatique, il est crucial de connaître la manière dont les personnes l'appréhendent. Bien que le présent rapport ne soit pas exhaustif, il est évident qu'il n'y a pas eu assez de travaux de recherche sur les perceptions du changement climatique en Afrique et il sera essentiel de tenter de résoudre ce problème si l'on veut voir la communication s'améliorer. Les sondages effectués à ce jour se sont pour la plupart concentrés sur le Nigeria, le Kenya et l'Afrique du Sud. Ils révèlent que de nombreuses personnes ne connaissent pas bien les expressions « changement climatique », « réchauffement climatique » et autres termes connexes^{12, 13}. C'est pourquoi il est difficile d'interpréter les autres résultats des sondages sur le changement climatique en Afrique. La plupart des sondages laissent entendre que les Africains prennent le changement climatique moins au sérieux que les non-Africains^{14, 15}, ce qui peut traduire un manque d'information sur l'importance et les implications du changement climatique pour l'Afrique, mais pourrait aussi indiquer que les questions posées n'ont pas été comprises.

Quelques études de perception à petite échelle laissent entendre l'impact que le changement climatique a sur la vie des Africains^{16, 17, 18}. Le manque d'information sur le changement climatique est considéré par certains comme une barrière cruciale entravant les efforts pour en résoudre les effets^{19, 20}. De fait, des recherches menées aux États-Unis ont montré qu'une compréhension limitée du changement climatique peut restreindre l'aptitude des personnes à faire la distinction entre des stratégies de réponse efficaces et inefficaces²¹.

Le manque de compréhension du changement climatique au sein du grand public n'est pas un problème exclusif à l'Afrique^{iv}. Un passage en revue des travaux de recherche menés sur les perceptions du changement climatique au Royaume-Uni révèle que l'appréciation au sein du public est « *inégalement mais généralement médiocre* »²². De même, des recherches menées aux

^{iv} À défaut d'une quantité suffisante de recherches sur le degré d'appréciation du changement climatique au sein du grand public en Afrique, *L'Afrique parle du climat* se base également sur les résultats de recherches menées ailleurs qu'en Afrique, tout en reconnaissant que, dans bien des cas, ces recherches ont été effectuées dans un contexte occidental, de sorte qu'il faut faire preuve de circonspection au moment de transposer leurs résultats au contexte africain.

États-Unis ont montré que la population a souvent des idées fausses sur le changement climatique^{23, 24}. Bien que le degré élevé de couverture médiatique dont a fait l'objet le changement climatique aux États-Unis et au Royaume-Uni ne se soit pas toujours traduit en un degré important de préoccupation au sein du grand public, les résultats de certains travaux de recherche suggèrent que cela est dû au fait que le changement climatique est perçu comme une question distante et non urgente^{25, 26}. Il est moins probable qu'il en soit ainsi en Afrique, car la plupart des populations de ce continent en observent d'ores et déjà les effets dans leur vie quotidienne.

Bien que les médias soient perçus comme investis d'un rôle crucial à jouer dans la sensibilisation et la fourniture d'informations sur le changement climatique et sur la préparation en vue de catastrophes²⁷, il n'existe guère de recherches sur la couverture médiatique du changement climatique dans les pays africains. Cependant, une publication récente suggère que les journalistes qui traitent du changement climatique dans de nombreux pays en développement n'ont pas reçu une formation suffisante, ne jouissent pas d'un soutien adéquat de la part des rédacteurs ni d'un accès suffisant aux informations ou aux personnes à interroger²⁸. Elle conclut que, si la couverture médiatique du changement climatique dans les pays non industrialisés augmente en effet, la quantité et la qualité des informations ne correspondent pas pour autant à l'échelle du problème. Elle fait ensuite remarquer que le fait de se baser sur les rapports émanant des agences de presse occidentales, au lieu de se baser sur les informations pertinentes au niveau local, ainsi que la légère couverture des mesures d'adaptation, font que les publics, en particulier les pauvres du monde, sont mal desservis. Enfin, elle fait allusion au rôle potentiellement important que les médias autres que d'information (comme les débats télévisés, les pièces de théâtre et les avis d'intérêt public) peuvent jouer au moment de fournir des informations aux publics sur le changement climatique.

La pauvreté et l'augmentation rapide de la population viennent aggraver la menace. La désertification, la dégradation des terres et les sécheresses sont inextricablement liées et sont à la fois une cause et un résultat du changement climatique.²⁹

La corrélation entre le changement climatique et d'autres facteurs est complexe et on ne sait pas encore tout sur elle. Cependant, au Sénégal, selon les projections, le changement climatique aboutira à la variabilité des précipitations, ce qui a des implications pour la sécurité hydrique et l'agriculture. Le Sénégal a une société principalement agraire^v et l'agriculture de subsistance reste répandue³⁰. L'agriculture continue de jouer un rôle considérable dans le Produit intérieur brut (PIB) du Sénégal, mais sa part est en passe de diminuer à cause du déclin de la production agricole. En 2007, l'agriculture constituait environ 15% du PIB du pays, par rapport à 25% en 1987.³¹ La diminution constante de la production agricole a fait que le Sénégal a subi un déficit alimentaire et est devenu dépendant de l'aide et des aliments importés.³²

La sécurité est soumise à d'autres menaces à cause du déclin des réserves de poisson qui, comme l'agriculture, risquent de subir les impacts du changement climatique. Les pêcheries sont une source importante de protéines alimentaires, d'emplois et de revenus. Un récent rapport publié par le Centre mondial sur le poissons Indique que l'économie du Sénégal est « *extrêmement vulnérable* » aux effets du réchauffement climatique sur les réserves de poisson et qu'il est doté d'une capacité limitée à s'adapter. Ce problème est encore aggravé par la pêche excessive et la dégradation du littoral.³³

^v L'agriculture au Sénégal occupe environ 70% de la population active du pays. Dans le sud côtier, 40% dépendent de la pêche pour leur travail et un pourcentage beaucoup plus important pour leurs protéines alimentaires. Presque les deux tiers de la population sénégalaise vivent près de la côte.

Parmi les projections futures figurent l'érosion, les inondations et la salinisation des sources d'eau douce, qui seront causées et aggravées par la montée du niveau de la mer. Selon les projections, la montée du niveau de la mer fera que les réserves d'eau douce seront contaminées par l'intrusion de l'eau salée. Cela viendra exacerber les problèmes déjà présents de pénurie d'eau.³⁴ D'après les projections, une montée du niveau de la mer d'un mètre inonderait et éroderait plus de 6.000 mètres carrés de terres, dont la plus grande partie se compose de zones humides.³⁵ Ces projections pourraient avoir de graves implications, étant donné que la majorité de la population vit près du littoral et que 90% de l'industrie du Sénégal est concentrée dans la région côtière aux alentours de la capitale.

Les changements constatés dans le climat encouragent par ailleurs la migration et accélèrent l'urbanisation³⁶ dans un pays où plus de la moitié de la population vit d'ores et déjà dans les zones urbaines ; sur cette partie de la population, 76% vit dans des bidonvilles.³⁷ En plus de ses impacts négatifs sur l'industrie et les établissements humains, le changement climatique menace l'héritage culturel du Sénégal. St-Louis, site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, est la ville africaine la plus gravement menacée par la montée du niveau de la mer, selon ONU-Habitat.³⁸

En réponse au changement climatique, le gouvernement sénégalais a mis au point un Programme d'action national aux fins de l'adaptation (PANA) en 2006. Il se concentre sur les principaux impacts et vulnérabilités dans trois secteurs tout particulièrement pertinents : l'agriculture, les zones côtières et les ressources en eau. Il a été jugé que ces trois secteurs représentaient la plus grande partie de la population (75%), de sorte que le PANA accorde la priorité aux besoins et options potentiels de ces secteurs sur le plan de l'adaptation.³⁹

Une évaluation du PANA du Sénégal effectuée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a suggéré qu'il y avait un bon degré d'adhésion au sein du pays au PANA, du niveau local au niveau national. Elle a également fait remarquer que le PANA a mis en évidence des manières dont l'adaptation pourrait être incorporée dans les politiques existantes et mobilisée en utilisant les mécanismes institutionnels bien établis du pays, y compris le Comité national sur les changements climatiques et d'autres groupes de travail, avec un besoin minime, ou pas de besoin du tout, de changements au niveau du gouvernement. Or, comme dans d'autres pays, la durabilité financière du PANA du Sénégal reste incertaine.⁴⁰ Le gouvernement manque actuellement de fonds pour le mettre en œuvre.⁴¹

L'évaluation du PNUE a aussi suggéré que « *Le Sénégal pourrait profiter d'une campagne de sensibilisation soutenue, avec des messages ciblés élaborés pour des segments clés de la population, y compris des arguments économiques pour les décideurs, les planificateurs et les partenaires de développement.* »

BOX P8 **Sénégal**

Région : Afrique de l'Ouest

Population : 12,7 millions (ONU, 2008)

Capitale : Dakar

Langues principales : français et wolof

Parmi les autres langues figurent le pulaar et le mandinka

Principale religion : islam

Terrain : plaine ou contreforts. Désert ou prairies dans le nord, végétation plus abondante dans le sud et le sud-est.

Climat : tropical/sahélien

2 Méthodologie des recherches

Objectifs des recherches

L'objectif global de *Le Sénégal parle du climat* est d'évaluer l'appréciation du changement climatique au sein du grand public et d'identifier la meilleure manière pour les efforts de communication et les médias de soutenir la réponse du Sénégal au changement climatique.

Les recherches se concentrent sur quatre questions clés :

1. Quels sont les changements constatés par les citoyens sénégalais dans leur climat et leur environnement au fil du temps ?
2. Comment expliquent-ils ces changements et y répondent-ils ?
3. Que savent-ils et que comprennent-ils du changement climatique mondial ?
4. Que savent et que comprennent les leaders d'opinion sénégalais du changement climatique et quelles sont leurs opinions concernant les réponses du Sénégal au changement climatique ?

Ces recherches^{vi} se sont composées de discussions en 12 groupes de réflexion avec des citoyens et de 17 entretiens approfondis avec des leaders d'opinion menés dans six endroits du Sénégal en mai 2009 (Cf. Annexe 1). Ces endroits étaient Dakar, Rufisque, Mbacke, Darou Mousty, Ziguinchor et Tendouck (Cf. Figure 1, page 11). Les défis environnementaux représentés dans ces zones ont d'ores et déjà été, dans une certaine mesure, liés au changement climatique ou pourraient être encore exacerbés par le changement climatique à l'avenir.

- Dakar est la capitale et la plus grande ville du Sénégal. Elle continue de faire l'objet d'un degré important de migration et d'urbanisation. Rufisque est un faubourg côtier de Dakar. Les deux endroits subissent des inondations côtières et la montée du niveau de la mer et, en tant que ports de pêche, risquent de subir les effets du changement climatique sur les pêcheries.
- Mbacke et Darou Mousty, dans l'intérieur du pays, sont des zones prédisposées à la sécheresse et à la variabilité climatique. Elles sont situées dans le bassin de l'arachide, ancien grenier du Sénégal, à présent en déclin.
- Ziguinchor et Tendouck sont des zones situées dans la région méridionale de Casamance et touchées par le déboisement. Elles ont également subi des sécheresses et une variabilité climatique. De par leur situation méridionale, elles font partie d'une région différente du reste du pays sur les plans culturel et ethnique et elles ont un climat tropical très différent du climat sahélien plus sec de la plus grande partie du Sénégal.

Discussions en groupe de réflexion

Le but des recherches était de rassembler une ample gamme d'opinions. Les discussions ont été organisées avec des femmes et des hommes, des riches et des pauvres, dans des contextes ruraux et urbains. Étant donné les implications du changement climatique pour certains moyens d'existence au Sénégal, les personnes actives dans les secteurs de la pêche (Rufisque, Tendouck), de la collecte des huîtres (Tendouck) et de l'agriculture (Tendouck et Darou Mousty) ont aussi été délibérément ciblées.

À Dakar, Rufisque, Mbacke, Darou Mousty et Ziguinchor, les discussions en groupes de réflexion ont été menées en wolof, et certains membres de ces groupes ont également donné des réponses limitées en français. À Tendouck, les discussions se sont déroulées en jola.

Entretiens approfondis

^{vi} *L'Afrique parle du climat* utilise une conception de recherche qualitative. Les approches qualitatives, qui produisent des données non numériques, sont tout particulièrement utiles pour les recherches préliminaires sur des sujets qui n'ont précédemment fait l'objet de guère de recherches. Au moyen de groupes de réflexion et d'entretiens approfondis, *L'Afrique parle du climat* examine le sens que les personnes attachent au changement climatique et analyse leur ressenti des questions et des impacts liés au climat.

Afin de bien comprendre le contexte général du changement climatique au Sénégal, 17 entretiens approfondis ont été menés avec des leaders d'opinion s'intéressant tout particulièrement au changement climatique, ou bien ayant une opinion basée sur certaines connaissances dans un domaine, une région ou un spécialisme particuliers au sein du pays. Parmi eux figuraient des décideurs, des chefs religieux, des hommes et femmes d'affaires, des journalistes et des représentants de la société civile. Pour un supplément de renseignements sur la méthodologie de recherche employée et les principes directeurs, Cf. Annexe 3.

BOX P9

Le groupe consultatif

Le BBC World Service Trust et le British Council ont mis en place un groupe consultatif informel d'experts en changement climatique et en développement pour fournir des connaissances techniques sur le changement climatique et de nouvelles manières de voir le contexte climatique local au Sénégal. Tous les experts étaient sénégalais ou bien avaient travaillé et mené des recherches au Sénégal.

Les membres du groupe consultatif ont été recrutés durant la phase initiale des recherches, moment où des conversations de consultation ont eu lieu avec une variété de personnes et d'organisations pour recueillir des informations contextuelles sur le Sénégal et le changement climatique. Dans le même temps, les experts ont été invités à se joindre au groupe consultatif.

Ce groupe proposait une orientation informelle dans trois domaines : tout d'abord concernant les questions précises liées au changement climatique auxquelles se trouve confronté le Sénégal ; deuxièmement, des conseils sur les travaux de terrain et la sélection des sites ; et troisièmement un retour d'information (*feedback*) sur les conclusions et le compte rendu des recherches. Cf. Annexe 2 pour une liste complète des membres du groupe consultatif.

3 Conclusions des discussions en groupes de réflexion de citoyens

Il y a plusieurs manières différentes d'en apprendre plus sur le changement climatique. La première est d'en comprendre la dimension scientifique : le fait que les activités humaines, comme le brûlage de combustibles fossiles pour produire de l'énergie, font augmenter la quantité de gaz qui piègent la chaleur dans l'atmosphère, ce qui réchauffe la Terre et a un effet sur son système climatique. La deuxième est de le vivre soi-même : d'observer au fil de toute une vie les changements de répartition des précipitations qui ont un effet sur la récolte, de subir des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes qui peuvent anéantir les habitations et les cultures ; ou de faire les frais de la propagation de maladies vectorielles comme le paludisme.

Les conclusions de ces recherches suggèrent que, bien que la plupart des Sénégalais ne connaissent pas les aspects scientifiques du changement climatique, ils l'ont sans aucun doute ressenti. Les changements observables des conditions météorologiques et des saisons constituent les connaissances de la plupart des Sénégalais relatif au changement climatique. Ils vivent avec les impacts du climat en évolution dans leur vie de tous les jours.

Ces recherches montrent également que les changements climatiques observés ne sont pas remarqués par les Sénégalais séparément des changements environnementaux en général. Les habitants du Sénégal sont très conscients de la dégradation de l'environnement et de l'amenuisement des ressources naturelles. Ils mentionnent, par exemple, le déboisement, la pollution et la diminution des réserves de poisson. De fait, les recherches révèlent que la plupart des Sénégalais ne semblent pas faire une distinction considérable entre la dégradation de l'environnement et le changement climatique ; les changements météorologiques et saisonniers font partie des changements plus généraux que les gens ont observés tout le long de leur vie.

Étant donné que le changement climatique est considéré dans le contexte plus général des changements environnementaux, il est important de comprendre la manière dont les habitants du Sénégal perçoivent ces changements. Le présent rapport, tout en se concentrant sur le changement climatique, reconnaît la complexité de la relation entre changement climatique et dégradation environnementale^{vii}. Son point de départ est une vue d'ensemble des changements environnementaux que les citoyens sénégalais ont observés et il se concentre ensuite sur six problèmes qui, selon les personnes interrogées, ont un impact direct sur leur vie. Il examine ensuite la manière dont les personnes apprécient la terminologie et les concepts relatifs au climat, puis présente cinq thèmes clés qui façonnent l'appréciation par la population de la dimension scientifique du changement climatique. Dans les sections suivantes, il examine ce que les leaders d'opinion au Sénégal savent et pensent du changement climatique et, pour conclure, présente des recommandations.

Quels sont les changements constatés par les citoyens sénégalais dans leur climat et leur environnement au fil du temps ?

On observe le sentiment quasi-universel que les conditions météorologiques du Sénégal sont en train de changer, bien que le mot « climat » soit rarement utilisé. Les gens perçoivent qu'il fait plus chaud, que le temps est moins prévisible et plus changeant. « *Il n'y a plus de bonne saison des pluies* », dit un jeune homme^{viii} de Mbacke. « *Avant, avec l'abondance de pluie, la vie était facile* », confirme un agriculteur de Darou Mousty. « *Mais avec ce manque de pluie... nous ne tirons rien de ces cultures.* »

Dans ce contexte, les gens reconnaissent que les changements des schémas météorologiques ont un effet profond sur les ressources du pays. Ils parlent du manque d'eau, des difficultés rencontrées dans l'agriculture et du déclin des réserves de poisson. Un pêcheur d'un certain âge de Rufisque exprime le point de vue de beaucoup d'autres lorsqu'il explique : « *Avant, en 1973, il y avait des poissons, de grandes espèces, ici, mais aujourd'hui, il nous faut faire 40 km en mer pour avoir une bonne prise.* »

Plus les gens sont pauvres, mieux ils comprennent à quel point leurs moyens d'existence et leurs modes de vie sont vulnérables face aux changements des schémas météorologiques et aux événements météorologiques extrêmes. De nombreuses personnes racontent des histoires qui expliquent la mesure dans laquelle le Sénégal a changé, cessant d'être un pays doté d'une abondance d'espace et de ressources naturelles pour devenir un pays dont les ressources sont en déclin. « *Il y avait un lac, les femmes allaient y chercher des huîtres et des crevettes, elles y allaient aussi pour la culture du riz, mais tout cela n'existe plus* », dit une femme de Ziguinchor.

Un homme d'un certain âge de Ziguinchor témoigne ainsi :

« Moi, j'ai une histoire à raconter sur le village où j'ai grandi. C'est le village de ma maman et lorsque j'étais petit il y avait tellement d'eau, alors que maintenant il n'y a rien. J'ai discuté avec

^{vii} Le changement climatique exacerbe la dégradation environnementale et vice-versa. Par exemple, la coupe d'arbres peut entraîner l'érosion des sols, laquelle peut à son tour être exacerbée par les effets du changement climatique, comme les fortes pluies et le vent. Cependant, la coupe des arbres peut aussi être une cause du changement climatique parce que les arbres font office de puits de carbone et stockent le dioxyde de carbone qui pénétrerait autrement dans l'atmosphère.

^{viii} Les participants des groupes de réflexion ont été divisés en trois tranches d'âge : 18-24 ans, 25-34 ans et 35-50 ans. Lors de la sélection des participants, l'âge et le sexe ont été pris en compte afin d'encourager des conversations sans entrave au sein des groupes (Cf. Annexe 3). Les participants décrits comme jeunes » se trouvent dans la tranche d'âge de 18 à 24 ans et ceux décrits comme « d'un certain âge » dans celle de 35 à 50 ans. Ceux qui ne sont pas qualifiés se trouvent en général dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans.

elle de cette situation en lui disant que c'est l'homme qui fait mauvais usage de la nature. C'est pourquoi tout cela est arrivé, tout le monde est responsable, même des ordures qu'on jette. Moi, ma maman, de son temps elle avait des astuces, donc il faut que la jeune génération les connaisse, il faut garder l'africanité parce que maintenant les gens souffrent d'un manque d'eau, nous ne pouvons pas cultiver le riz et cela a des conséquences néfastes. Nous ne pouvons pas cultiver les arachides et le maïs. »

Les gens disent aussi que le pays est devenu un endroit surpeuplé et coûteux dans lequel vivre, en particulier à Dakar. « *Il n'y a plus de place à Dakar* », dit un habitant de la ville. « *Les bâtiments poussent sur la terre comme des champignons... l'arachide était abondant, le mil était abondant, le poisson et la viande ne coûtaient pas cher,* » ajoute une femme de Mbacke. « *On achetait le kg de viande à 200 FCFA ou 100 FCFA ici, donc tu vois que les temps ne sont pas pareils : maintenant on achète le kg de viande à 2000 ou 3000 FCFA.* »

Il y a en général une perception du fait que la nature s'est d'une façon ou d'une autre dégradée. « *La nature était jadis très belle, mais elle a changé,* » dit un jeune homme de Darou Mousty.

Figure 1

Principaux problèmes par endroit

Dakar

Inondations, déchets et drainage ; pollution de l'air

Rufisque

Inondations, déchets et drainage ; pénurie de poisson ; pollution de l'air

Darou Mousty

Sécheresse et manque d'eau

Tendouck

Sécheresse et manque d'eau ; feux de brousse et déboisement ; pénurie de poisson

Ziguinchor

Feux de brousse et déboisement ; inondations, déchets et drainage ; destruction des mangroves

Mbacke

Sécheresse et manque d'eau ; feux de brousse et déboisement ; déchets

Comment les citoyens sénégalais expliquent-ils les changements qu'ils constatent et y répondent-ils ?

Nombre des changements observés par les Sénégalais pourraient être liés au changement climatique et être exacerbés par ce dernier à l'avenir. Pour comprendre si les gens relient les problèmes locaux au changement climatique et pour découvrir la manière dont ils s'adaptent et pourraient s'adapter si ces problèmes devenaient plus graves ou fréquents, ils ont été invités à discuter des principaux problèmes qui les concernent. Un ensemble de 15 images, représentant une gamme de questions pouvant être liées au changement climatique, a été utilisé pour contribuer à faciliter la discussion.

Les participants, en groupe, ont choisi les images de problèmes ayant l'effet le plus important sur leur vie^{ix}. On a tenté de comprendre la manière dont les personnes interprétaient les images – par exemple, différentes images ont déclenché des discussions sur les inondations – et durant

^{ix} Les participants avaient aussi l'option de suggérer d'autres questions les concernant, qui selon eux n'étaient pas couvertes par les 15 images.

les discussions ultérieures, on a cherché à comprendre les attitudes concernant ces questions et les causes perçues, les effets et les réponses.

Dans tous les endroits, un total de six questions ont été identifiées :

1. Sécheresse et manque d'eau
2. Feux de brousse et déboisement
3. Inondations, déchets et drainage
4. Pénurie de poisson
5. Destruction des mangroves
6. Pollution de l'air

La Figure 1, page 11, montre les images sélectionnées dans chaque site. Les questions sélectionnées par les participants tendaient à être immédiatement liées aux luttes qu'ils doivent mener dans leur vie quotidienne. Les agriculteurs ont parlé des sécheresses, de l'échec des cultures et des feux de brousse. Les pêcheurs ont parlé de la pêche et des inondations. Les inondations étaient aussi une préoccupation parmi les citoyens, avec lesquels la discussion d'est largement concentrée sur les canaux de drainage bloqués par les déchets. La pollution – la pollution visible de l'air émanant des voitures et des usines, ainsi que les déchets – était un thème fréquemment mentionné parmi les groupes urbains. Dans le cadre de ces recherches, la conversation n'était pas restreinte, de sorte que la discussion en est parfois venue à porter sur la dégradation environnementale et des problèmes sociaux plus larges. Ainsi, les questions les plus pertinentes en matière de changement climatique et de dégradation environnementale concernant les résidents de chaque endroit ont pu se dégager.

Sécheresse et manque d'eau

Les habitants du Sénégal s'inquiètent profondément de la sécheresse. Les réponses des agriculteurs à la sécheresse semblent être, dans la plupart des cas, réactives. Ils manquent d'options et de moyens pour tenter de résoudre ce problème.

De nombreux Sénégalais ont dit se sentir vaincus par la sécheresse. C'est une question qui inquiète tout particulièrement les habitants de Darou Mousty, Mbacke et, dans une certaine mesure, Tendouck. Ces communautés rurales et périurbaines ont été directement touchées par la sécheresse et l'eau est considérée jouer un rôle crucial dans la vie de tous les jours « *L'eau fait partie de la prospérité,* » dit une femme de Darou Mousty. « *S'il n'y a pas d'eau, rien ne va prospérer.* » En gros, la sécheresse est perçue comme un problème pour les moyens de subsistance par les agriculteurs sénégalais et n'est pas mentionnée dans le cadre du changement climatique.

Beaucoup disent que la sécheresse est causée par le déboisement et la pollution. Les gens pensent que le fait de couper les arbres pour obtenir du bois et défricher des terres entraîne la sécheresse parce que les arbres attirent la pluie. Certains pensent aussi que la pollution des usines et des voitures jure les précipitations : « *La fumée des voitures détruit l'environnement, alors nous avons un manque de pluie...* », explique un jeune homme de Darou Mousty. « *La pollution est un élément qui empêche de fortes pluies.* »

Un nombre considérable de personnes interrogées sont aussi convaincues que Dieu joue un rôle dans la sécheresse. Cette idée ressort fortement parmi les femmes des zones rurales et s'inscrit dans la conviction que Dieu contrôle les conditions météorologiques. Une femme de Darou Mousty exprime un point de vue généralisé lorsqu'elle dit : « *Dieu [est responsable de la sécheresse]. Parfois Dieu fait des choses qui conviennent aux hommes, parfois il fait des choses qui ne leur conviennent pas.* »

Les effets de la sécheresse sont profondément ressentis. La sécheresse entraîne l'échec des cultures et a un impact négatif sur les moyens de subsistance de la population. La diminution du rendement des cultures réduit les revenus et la vie devient plus difficile. Lorsque les cultures

échouent, les agriculteurs abandonnent leurs terres. À Mbacke, certains agriculteurs disent que les terres ne sont plus viables ni rentables. « *Après la récolte, si je n'obtiens pas un rendement considérable – si j'investis 100.000 FCFA et que je n'obtiens pas un rendement qui me rapporte autant – je dois quitter les champs pour faire autre chose* », explique un homme de Mbacke. Certaines femmes rurales de Darou Mousty pensent elles aussi qu'elles se trouvent dans une position vulnérable parce qu'elles dépendent de la culture du millet. Sans millet, elles n'ont rien à vendre.

L'effet de la sécheresse sur le bétail est une préoccupation pour les agriculteurs de Tendouck et de Darou Mousty. Les habitants de ces zones ont des difficultés à trouver des aliments et de l'eau pour leurs bêtes durant les sécheresses. « *[Le bétail] meurt parce qu'il n'a ni eau ni aliments* », observe une jeune femme de Tendouck. La sécheresse qui touche le Sénégal est aussi jugée créer une dépendance vis-à-vis d'autres pays sur le plan de l'agriculture.

Les façons dont la population répond à la sécheresse traduit des sentiments d'impuissance ; les gens ne parlent pas de façons d'adapter leurs pratiques agricoles pour faire face au climat en évolution. « *Nous restons passifs et pensons que nous n'avons pas de moyens* », observe un jeune homme de Darou Mousty. « *Nous prions pour qu'il y ait de la prospérité et pour la disparition de la sécheresse dans le pays* », dit une femme de Darou Mousty. Les femmes des zones rurales sont tout particulièrement susceptibles d'exprimer des sentiments d'impuissance et de manque de contrôle sur la situation.

Lorsqu'on leur demande comment ils réagiraient si les sécheresses devenaient plus fréquentes ou plus graves, comme le prédisent les modèles du changement climatique, la plupart des gens disent que, sans assistance de la part du gouvernement, ils abandonneraient complètement l'agriculture. Un petit nombre de personnes parlent de la possibilité de s'adapter en créant des « *barrages* » ou des « *bassins de rétention des eaux* », mais la plupart des gens disent qu'ils seraient obligés de partir vers des zones urbaines. « *Si l'on cultive une saison sans résultats effectifs, on peut espérer une aide du gouvernement,* » dit un homme de Mbacke, « *Mais sans apport, on ne peut qu'abandonner pour trouver refuge ailleurs.* »

Feux de brousse et déboisement

Bien que les gens reconnaissent que le brûlage de la brousse et le déboisement sont indésirables pour des raisons environnementales, ces pratiques sont perçues comme nécessaires pour les moyens de subsistance et la survie de la population.

Les feux de brousse inquiètent les agriculteurs de Mbacke, ainsi que les habitants de Ziguinchor et de Tendouck, dans la région méridionale de Casamance. Bien que des températures plus élevées et des conditions de sécheresse puissent accroître la fréquence et l'intensité des feux, les gens associent les feux de brousse principalement aux activités de l'homme ; ils disent que, parfois, des fumeurs mettent le feu à la brousse par accident, et que parfois les paysans, les campeurs, les chasseurs, les personnes qui collectent le charbon et le miel provoquent des incendies délibérément pour favoriser leurs moyens de subsistance respectifs, mais qu'ils n'arrivent ensuite pas à les contrôler. « *Les chasseurs et ceux qui défrichent les terres pour faire paître leurs troupeaux, ils allument parfois des feux, principalement sur la route principale* », explique un homme de Mbacke. « *Les fumeurs y jettent leurs cigarettes – cela aussi entraîne des feux de brousse.* »

Bien que les fumeurs soient souvent critiqués parce qu'ils provoquent des incendies accidentellement, les Sénégalais sont divisés sur la question de savoir si les autres provoquent des incendies parce qu'ils ne font pas attention ou bien par nécessité. Un jeune homme de Ziguinchor affirme que « *les chasseurs et les fumeurs agissent parce qu'ils sont ignorants* », tandis qu'un autre soutient que « *les chasseurs le font parce qu'ils en ont besoin, ce n'est pas un choix volontaire* ».

Le déboisement est perçu comme la principale conséquence des feux de brousse et il est considéré comme étant négatif pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il élimine les arbres dont dépendent les moyens de subsistance de certaines personnes. « *Pendant la saison sèche, un jour, des gens m'ont dit qu'ils allaient brûler la forêt pour pouvoir cultiver, mais je leur ai dit « attendez, non seulement vous allez tuer la nature, mais il y a des espèces d'arbres qui vont mourir* », dit un jeune homme de Ziguinchor, « *et si vous avez ensuite besoin de ces arbres vous n'allez pas pouvoir les récupérer.* »

Deuxièmement, le déboisement est jugé provoquer la sécheresse, ce parce que les gens pensent que les arbres attirent la pluie. « *J'ai remarqué que les feux de brousse sont fréquents en ce moment. Les forêts sont embrasées* », remarque un agriculteur de Tendouck. « *Ce sont les grands arbres qui créent la pluie, donc nous allons souffrir s'ils disparaissent.* »

Enfin, il est reconnu que les feux de brousse entraînent la mort de personnes. « *Si vous brûlez la forêt,* » fait remarquer un jeune homme de Ziguinchor, « *vous pouvez tuer des gens.* »

La plupart suggèrent une réponse pour remédier aux feux de brousse qui prend l'une des deux formes suivantes : planter des arbres et mener un travail de sensibilisation. Il y a plusieurs initiatives de plantation d'arbres en cours au niveau communautaire. « *Au cours des quelques dernières années, Tendouck a mené un programme de reboisement et maintenant il y a un nouveau projet de plantation d'arbres en place,* » dit un agriculteur local.

Certaines personnes participent aussi à des campagnes de sensibilisation. « *Là où j'habite... durant la saison sèche, tout sèche et les grands arbres, qui fournissent le miel, prennent feu tous les ans* », dit un jeune homme de Ziguinchor. « *Cela a de graves conséquences, qui touchent toute la population. Nous avons formé une association qui rassemble les collecteurs de miel et leur enseigne les méthodes pour enlever les plantes correctement avant de collecter le miel.* »

Les personnes qui ne prennent pas déjà part à des activités de sensibilisation pensent que c'est là une réponse souhaitable au problème. Un jeune homme de Ziguinchor explique :

« *À mon avis, le facteur principal est la prise de conscience, parce qu'une seule personne ne peut rien faire contre le monde entier. Ce n'est qu'en créant la conscience que tout le monde saura ce qui se passe dans notre environnement ; que le reboisement est une bonne chose ; que les fumeurs doivent faire attention à ce qu'ils font. Nous devons aussi changer la manière dont nous utilisons la nature : les géographes disent que dans 50 ans, la Terre sera inhabitable. Nous devons changer notre mode de vie. Cela viendra avec la prise de conscience.* »

Dans le cadre des discussions sur la manière de remédier aux feux de brousse, de nombreuses personnes mentionnent la Direction des eaux et des forêts, qui relève du ministère de l'Environnement. Les hommes en général parlent des façons dont cette division les a aidés à lutter contre le problème. « *Dans mon cas, nous sommes soutenus par l'Agence de l'eau et des forêts...* », dit un homme de Mbacke. « *De nombreux arbres ont été plantés, mais le problème, c'est la protection – mais nous tentons de reboiser.* »

Les femmes, en revanche, sont considérablement plus passives dans leurs réponses. « *C'est la responsabilité du Département de l'eau et de la foresterie,* » dit une jeune femme de Tendouck. De fait, les femmes qui discutent du problème des feux de brousse sont en général moins à même de suggérer des réponses, au-delà de l'aspect immédiat : « *Nous nous entraînons tous, hommes, femmes et enfants, si un feu approche des maisons,* » dit une autre jeune femme de Tendouck, « *Mais dans la brousse, personne ne le fait. Nous ne pouvons pas le faire.* »

En général, il y a une perception selon laquelle chacun devrait être plus responsable de ses actions. « *Nous devons être responsables...* », dit un homme de Mbacke. « *Notre inaction pourrait avoir des conséquences. Si vous voulez couper un arbre, vous devez penser à le remplacer.* »

Inondations, déchets et drainage

Les gens pensent que les inondations sont provoquées par les déchets qui bloquent les canaux de drainage, mais doutent de leur capacité à réduire eux-mêmes la quantité de déchets qui encombre leur environnement. Ce n'est qu'à travers une action collective qu'ils pensent pouvoir avoir un impact sur le problème.

Les inondations, les déchets et le drainage constituent une préoccupation primordiale pour les habitants des zones urbaines de Dakar et Ziguinchor et les zones périurbaines de Rufisque et Mbacke. Ces trois questions sont souvent discutées ensemble, bien que la question des inondations n'ait pas été soulevée à Mbacke.

La plupart des gens pensent que les inondations sont causées par les déchets qui bouchent les canaux de drainage.^x « Avant le début de la saison des pluies, les gens nettoient leur maison et jettent leurs déchets dans la rue ; ils disent que la rue appartient à tout le monde », explique un homme de Dakar. « Ces actions empiront l'inefficacité des égouts, qui sont toujours bouchés. »

Les gens pensent en très grande majorité que le problème des déchets est causé par quelqu'un d'autre. « Les étrangers ont beaucoup plus tendance à jeter des déchets dans la rue », dit un autre homme de Dakar. « Ils disent qu'ils ne vont pas rester ici et que les Sénégalais ne font pas d'effort pour maintenir la ville propre de toute façon. » Une femme de Ziguinchor affirme que « les déchets sont jetés par les résidents d'un autre quartier ». Parfois les gens expriment des sentiments d'impuissance face à l'accumulation de déchets. « Vous nettoyez, puis vous voyez que quelqu'un salit à nouveau tout, » dit une jeune femme de Dakar. « Parfois, si je nettoie et que quelqu'un passe et jette un papier, ça me dégoûte. »

Quelques personnes mentionnent que les fortes pluies causent des inondations. Un homme instruit de Dakar mentionne même la fonte des glaciers et le réchauffement climatique, ce qui suggère qu'il est conscient de la montée du niveau de la mer, mais la conversation tourne surtout autour des systèmes de drainage. En fait, les pluies torrentielles sont perçues comme un moment opportun par les gens, qui jettent alors leurs déchets dans les canaux de drainage. « La mousson vient et tous les déchets sont balayés, » dit une jeune femme de Dakar. « La mousson ne laisse rien sur son passage. » Une autre remarque : « S'il pleut, vous voyez les gens sortir leurs ordures et les jeter dans l'eau, de sorte que l'eau de pluie et les déchets se mélangent dans la rue. »

Enfin, les gens reprochent souvent aux autorités de ne pas entretenir les systèmes de drainage existants et de ne pas enlever les déchets. « Personne n'entretient les canaux de drainage ... [le bourgmestre] devrait avoir ces véhicules qui ramassent les ordures. Si [le bourgmestre] ne le fait pas, qui va donc le faire ? », demande une femme d'un certain âge de Rufisque. « Il y a aussi le problème des vieux quartiers avec des systèmes d'égout détériorés, malgré l'augmentation de la population – des systèmes d'égout qui datent de l'époque coloniale, qui ont 40 ans ou plus », fait remarquer un homme de Dakar.

La perte d'habitations, de véhicules et de biens suite aux inondations a d'ores et déjà un effet sur la vie des Sénégalais. « Les inondations entraînent la perte de biens, en particulier les véhicules qui entrent dans l'eau. De plus, les maisons inondées deviennent inhabitables », dit un homme de Dakar. « Durant les pluies fortes, nous n'avons pas de bonnes routes et nous sommes obligés de marcher dans l'eau », confirme une femme de Ziguinchor. « Les véhicules ont le même problème. »

Les femmes mentionnent aussi les impacts sur la santé des inondations et des déchets, reconnaissant le rôle qu'ils jouent dans la propagation de maladies. Certaines femmes

^x La montée du niveau de la mer et de fortes pluies peuvent causer des inondations, mais d'autres facteurs comme la pollution urbaine peuvent aggraver le problème.

mentionnent les moustiques en particulier : « *Il y a des gens qui profitent de la pluie pour déverser leurs ordures dans les caniveaux la nuit. Cela favorise la propagation des maladies tant parmi les adultes que parmi les enfants qui jouent là* », remarque une femme de Ziguinchor. « *La saleté provoque des maladies,* » dit une autre. Une jeune femme de Dakar fait remarquer : « *Lorsque nous sortons les ordures et que nous les mettons à un endroit, au bout d'un moment, les moustiques viendront.* »

La réponse de la plupart des gens face aux inondations et à la gestion des déchets est réactive. Ils parlent de déboucher les égouts après les inondations et de réparer les dégâts causés par les inondations. « *Dans notre zone, c'est le chef de la zone qui compte le nombre de maisons inondées et les répare avec l'aide des jeunes garçons* », dit une femme de Ziguinchor. « *Dans notre propriété, chaque fois qu'il pleut, nous débouchons l'égout pour laisser passer l'eau* », explique un homme de Dakar.

À défaut d'assistance de la part des pouvoirs publics, certains endroits ont d'ores et déjà lancé leurs propres initiatives, organisant la collecte des déchets et formant des associations locales afin de nettoyer les quartiers. « *Nous payons pour que la charrette vienne ramasser les ordures tout le temps parce que le véhicule [de ramassage des ordures] ne vient pas très souvent. Parfois il ne vient pas de trois ou quatre mois,* » dit une femme d'un certain âge de Mbacke. « *Nous attendons que les autorités fassent quelque chose, mais elles n'ont jamais trouvé de solutions* », dit un pêcheur de Rufisque. « *Tous les jeunes sont libres le dimanche et nous en profitons pour nettoyer ce que nous pouvons.* » Cependant, les gens ne considèrent pas que ce sont là des solutions idéales. Une jeune femme de Dakar parle des problèmes qu'elle rencontre lorsque tous les membres d'une association ne participent pas aux efforts : « *Moi j'habite Fass Mbao, chacun a une association dans son quartier dont tu fais partie pour essayer de remédier à ces problèmes. Mais il y a des gens qui y habitent et ne font que parler. Quand vient l'hiver, quand leur fosse est pleine, ils ont la paresse d'appeler quelqu'un pour venir la déboucher.* »

De nombreuses personnes sont prêtes à donner des conseils sur ce que les autres devraient faire, car elles estiment que si les autres faisaient comme elles, la situation s'améliorerait peut-être. « *Chaque fois qu'il s'arrête de pleuvoir, je balaie devant ma maison. C'est dommage que personne ne se joigne à moi dans cette initiative de lutte contre les maladies* », explique une femme de Ziguinchor. « *Toutes les zones doivent avoir des poubelles fermées où les déchets domestiques peuvent être placés, ce sera mieux comme cela* », conseille une jeune femme de Dakar. « *Nous devons garder notre environnement propre, la propreté c'est la santé. Pour atténuer les odeurs qui viennent des déchets, il faut les mélanger à des cendres.* »

Cependant, on observe parfois un certain scepticisme concernant la possibilité que les gens changent. « *Nous avons besoin que tout le monde participe. Nous devons revoir nos attitudes* », dit une autre jeune dakaroise. « *Peut-être que cela changera avec la nouvelle génération, mais d'après ce que je vois, je ne crois pas que cela sera possible.* »

Enfin, les gens pensent qu'il incombe aux autorités d'améliorer les systèmes de drainage et d'enlever les déchets. « *Le gouvernement doit tenter de déboucher les égouts* », dit un homme de Dakar, tandis qu'un pêcheur de Rufisque affirme : « *Nous aimerions qu'il y ait des camions de ramassage dans chaque quartier pour enlever les déchets.* »

Les gens ne donnent guère d'indications de ce qu'ils feraient si les problèmes liés aux inondations et à l'assainissement venaient à empirer. Les réponses vont de « *descendre dans la rue et protester* » à « *attendre la venue d'un nouveau maire* ».

Pénurie de poisson

Les pêcheurs ont remarqué que les réserves de poisson diminuent. Ils expriment une frustration et une émotion considérables lorsqu'ils parlent de la pénurie de poisson et tendent à en tenir d'autres personnes pour responsables.

De nombreux pêcheurs dans la ville de pêche de Rufisque et le village de Tendouck ont remarqué le déclin des réserves de poisson et de la variété des poissons qu'ils pêchent. « *Avant il était possible de tous débarquer avec une prise diverse. Mais aujourd'hui nous voyons que les poissons que nous avons pris sont tous les mêmes* », dit un pêcheur de Rufisque.

La chute du nombre de poissons a un profond effet sur les moyens de subsistance des pêcheurs et peut également entraîner la faim au sein de leurs communautés, lesquelles dépendent du poisson comme source d'aliments. « *Le poisson se fait de plus en plus rare, ce qui pourrait aboutir à la famine pour la population* », dit un pêcheur de Tendouck.

Un degré important de frustration et d'émotion est exprimé par les pêcheurs en difficulté. « *Nous avons demandé aux responsables des forêts et de l'eau de nous aider à conserver le poisson, mais là où nous avons le plus de problèmes, c'est là où des étrangers obtiennent des permis de pêche avec de gros navires. Nous en avons assez* », dit un autre pêcheur de Tendouck. « *Nous sommes prêts à nous battre, sinon nous n'aurons plus de poissons dans nos filets* ».

Les pêcheurs avancent de nombreuses explications pour la pénurie de poisson, mais ne semblent pas être certains des raisons du déclin de leurs prises^{xi}. Beaucoup donnent des raisons multiples :

« *Il y a certains filets de pêche qui attrapent les petits poissons et les fatiguent. Et si l'eau devient bouillante, ces poissons meurent. Lorsque la pluie se fait rare, il y a aussi des espèces qui, si les gens les attrapent quand la salinité vient et que l'eau devient très sale, vont mourir ; tu les vois flotter à la surface de l'eau. Certains filets ne doivent pas être utilisés pour la pêche.* »

La pratique consistant à attraper des poissons qui ne sont pas encore arrivés à maturité est considérée comme une des causes principales du déclin des réserves de poisson. « *Il y a ceux qui attrapent et tuent le fretin [les jeunes poissons]... les filets sont une des causes* », dit un pêcheur de Rufisque.

Les pêcheurs parlent également de la destruction de l'habitat des poissons, citant les dégâts causés au corail et la pollution : « *En résumé, ce sont des "petres" (sorte de corail en wolof) où les poissons vivent. Une fois détruites par des gens ayant des moyens de pêche supérieurs aux nôtres, ces "petres" sont gâchées et empêchent les poissons de se reproduire correctement,* » explique un pêcheur de Rufisque. « *La mort des poissons contribue et est liée à la pollution* », dit un pêcheur de Tendouck. « *Il y a tellement de machines dans l'eau qu'il n'y a pas assez d'eau pure dans l'océan pour ces poissons. Et comme les pluies se font rares et que les hommes utilisent des machines qui laissent de l'essence dans l'eau, les poissons ne peuvent pas survivre.* »

Certains ont la perception que d'autres entités, internationales ou locales, prennent le poisson. « *Avant, il y avait une grande diversité [de poissons]* », remarque un pêcheur de Rufisque, « *mais les grands bateaux de pêche ont pris les derniers – les yaff [type de poisson] – pour les vendre en Europe.* » Un pêcheur de Tendouck rejette la faute sur le village voisin : « *Les villages environnants pêchent maintenant juste à côté de nous et nous l'avons supporté jusqu'à maintenant, mais nous nous sommes appauvris. Nous ne connaissons pas le riz sans poisson, mais les populations voisines sont venues pêcher jusqu'à nos côtes, depuis 1995, et au final nos ressources ont disparu et nous en avons assez.* »

Enfin, à Tendouck, certains pensent que le manque de pluie accroît la salinité de l'océan, ce qui est mauvais pour les poissons. « *C'est à cause de la salinité élevée de l'océan et de l'absence de*

^{xi} Les réserves de poisson au Sénégal risquent de subir les impacts du changement climatique, mais d'autres facteurs comme la pêche excessive et la dégradation du littoral jouent aussi un rôle important dans la pénurie de poisson.

pluie, » dit un pêcheur, « Lorsqu'il n'y a pas assez de pluie, la mer devient plus salée et cela épuise les poissons. »

Rares sont les pêcheurs qui proposent des stratégies d'adaptation face au déclin des réserves de poisson, mais ils s'accordent tous à dire qu'une solution doit être trouvée. Certains parlent de la nécessité d'une meilleure gestion des ressources de pêche. « *L'océan doit être correctement géré à cause de ses nombreux bénéficiaires* », suggère un pêcheur de Rufisque.

Les pêcheurs pensent surtout que le gouvernement devrait intervenir dans la formulation d'une meilleure réglementation. « *Le gouvernement doit intervenir en interdisant aux pêcheurs de prendre les petits poissons. Ici, tout le monde fait ce qu'il veut et c'est cela qui tue les poissons* », dit un pêcheur de Tendouck.

La mobilisation de la communauté est elle aussi perçue comme une bonne stratégie. « *Si seulement nous pouvions nous rassembler pour discuter du problème, nous serions en mesure de trouver des solutions* », déclare un pêcheur de Rufisque. Cependant, il y a aussi des pêcheurs qui sont désenchantés et estiment que des stratégies efficaces n'ont pas été mises en œuvre et doivent être élaborées. « *Nous avons participé à de nombreuses discussions de cette sorte mais nous n'avons jamais obtenu de résultat positif* », déplore un pêcheur de Rufisque. « *Nous avons souvent demandé le versement de fonds pour résoudre ce problème, mais aucune mesure concrète n'a été prise,* » se plaint un autre. « *Personne ne nous aide à trouver des solutions* », affirme un troisième. « *Nous aimerions avoir une banque qui nous aide. Nous devons parfois traverser des situations difficiles et nous sommes impuissants face à ce problème.* »

Ce n'est que rarement que les pêcheurs mentionnent des actions concrètes qui ont été lancées par la communauté. Comme le remarque un pêcheur de Tendouck : « *L'an dernier, nous avons commencé à construire un bassin pour l'élevage de poissons et avons demandé l'assistance du gouvernement. Il a désigné une zone de reproduction pour le poisson.* » Il n'y a guère de commentaires de ce type, toutefois, et rares sont ceux qui indiquent ce qu'ils feraient si les poissons se faisaient encore plus rares.

Destruction des mangroves

Les jeunes hommes de Ziguinchor se préoccupent de la destruction des mangroves, qui selon eux est causée par les feux de brousse, le déboisement et les déchets.

La destruction des mangroves inquiète les habitants de Ziguinchor, qui remarquent les liens entre ces forêts côtières adjacentes à l'eau salée et les moyens de subsistance des personnes. En particulier, les jeunes hommes de Ziguinchor parlent de leur disparition : « *Sur la route qui mène à Bignona* », observe l'un d'entre eux, « *la mangrove était dense, mais maintenant elle a complètement disparu.* »

Les mangroves sont parfois détruites par des feux de brousse – une question qui a fait l'objet de longues discussions à Ziguinchor. Deux autres facteurs, toutefois, sont aussi jugés causer la destruction des mangroves. Tout d'abord, les personnes coupent les arbres pour se procurer du bois : « *Les gens ont besoin de bois et ne replantent pas après avoir coupé les arbres* », observe un homme de Ziguinchor. Deuxièmement, les déchets déposés dans les mangroves sont jugés nuisibles pour ces dernières. « *À la sortie de Ziguinchor, les gens ont abandonné des voitures endommagées et des carcasses d'animaux, ce qui contribue à la mort des arbres et menace le développement de la mangrove,* » observe un autre homme.

Parfois, ce déversement de déchets est reproché aux autorités. « *À mon avis, l'État est responsable. Si les gens jettent des ordures entre les arbres de la mangrove, c'est parce qu'ils n'ont nulle part où mettre leur poubelle* », dit un homme de Ziguinchor.

L'un des principaux effets de la destruction des mangroves est jugé être la réduction des réserves de poisson. « Avec la mangrove, les gens la coupent, mais c'est là que les poissons se développent. Cela explique la pénurie de poisson et pourquoi les jeunes pêcheurs cessent leur activité. La pêche n'est plus rentable. » Les huîtres aussi sont jugées en subir les effets : « Auparavant on allait au marché pour acheter des huîtres ; avec une pièce on pouvait avoir une huître mais maintenant c'est impossible parce que c'est trop cher, à cause de la dégradation de la nature, des mangroves. »

Plusieurs personnes mentionnent des activités organisées pour reboiser les mangroves par des ONG et des organisations de la société civile. « Mon père travaillait avec l'environnement et j'ai formé une association dans mon district, » dit un jeune homme. « Lorsque nous avons informé mon père de notre projet sur la mangrove, il nous a mis en contact avec un homme politique... nous lui avons montré notre projet. Il l'a montré à d'autres pour qu'ils s'en servent eux aussi. Il y a aussi eu un concours organisé par l'UNESCO l'an dernier... »

Cependant, la plupart des jeunes hommes de Ziguinchor soulignent la nécessité d'une participation accrue de la part des citoyens et du gouvernement à la recherche d'une solution. « Les Sénégalais doivent changer parce que nous sommes instruits... si nous savons comment cela va affecter la survie des êtres humains, nous devons en parler haut et fort, » dit l'un d'entre eux. « C'est l'État qui doit le garantir, de manière à ce que quiconque touche à la mangrove soit puni par des mesures sévères... si l'État arrête une ou deux personnes, les gens laisseront la mangrove tranquille », dit un autre.

Si le problème s'aggravait, les jeunes hommes de Ziguinchor pensent qu'il faudrait lancer une campagne de sensibilisation. « Si ce problème s'aggrave, bien que nous les jeunes n'en ayons pas les moyens, nous tenterons de sensibiliser la population », explique un homme. Les médias sont mentionnés comme ayant un rôle à jouer dans le cadre d'une campagne de ce type.

Pollution de l'air

Les habitants de la zone urbaine de Dakar expriment leur inquiétude concernant la pollution de l'air – principalement pour des raisons de santé.

Les voitures en général inquiètent les citoyens de la capitale Dakar et les habitants du faubourg de Rufisque, en bordure de Dakar. Les citoyens se préoccupent principalement des voitures à cause de la gêne causée par les embouteillages et des conducteurs irresponsables ; cependant, ils s'inquiètent aussi des effets négatifs de la pollution de l'air.

La principale raison pour laquelle les gens s'inquiètent de la pollution de l'air due aux gaz d'échappement des voitures est qu'ils savent qu'elle est nuisible pour leur santé. « C'est la cause de bien des malheurs : la pollution, l'asthme... ce n'est pas sain », dit un Dakarais. Certains mentionnent aussi les effets néfastes pour l'environnement.

Les gens pensent que ce sont précisément les anciens véhicules étrangers importés qui causent la pollution à l'intérieur et aux alentours de Dakar. « Il y a de vieilles voitures dont il faut se débarrasser », dit une jeune Dakaraise. Il est intéressant de noter que c'est là le seul aspect sur lequel les Sénégalais tiennent les pays industrialisés pour responsables des changements constatés dans leur environnement local. « Les Blancs fabriquent des voitures qui utilisent de l'essence », observe une autre Dakaraise, « puis ils ont découvert que cela allait détruire la couche d'ozone, alors ils les ont envoyés en Afrique, dans les pays pauvres... ils veulent maintenir leur climat et leur couche d'ozone et détruire les nôtres. » Les commentaires de ce type sont peut-être dus à une législation récemment adoptée au Sénégal qui interdit l'importation de voitures de plus de cinq ans.

Quelques personnes attribuent également la pollution de l'air au carburant bon marché et à la police de la route corrompue. « La police de la route, elle est en partie responsable... parfois

quand une voiture doit être mise en fourrière et que le propriétaire donne de l'argent au policier, celui-ci le laisse partir et, en général, la pollution dont nous parlons est causée par ce type de voiture », dit une jeune femme de Dakar.

Enfin, une poignée de personnes rejettent directement la faute sur le gouvernement. « *Abdoulaye Wade, le président, est la cause,* » dit une femme de Rufisque.

Les gens ne donnent guère d'indications sur la manière dont ils font actuellement face au volume de voitures en circulation à Dakar et à la pollution de l'air qui en résulte. Certains ont des suggestions à faire pour améliorer la situation : « *Le nombre de véhicules doit diminuer* », remarque une femme, tandis qu'un homme dit : « *Nous devons nous décentraliser, car tous les marchés et les bureaux se trouvent à Dakar* ». Certains suggèrent par ailleurs que le gouvernement doit prendre des mesures : « *Le gouvernement aurait dû penser à corriger ce problème du fait qu'il représente la population.* »

Lorsqu'on leur a demandé comment ils feraient face à la situation si elle empirait, les réponses données par les gens sont variées. Certains estiment que la situation est d'ores et déjà désespérée. « *Nous avons été poussés jusqu'au pied du mur, nous devons réagir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard* », dit un homme de Dakar. « *Les gens doivent être informés du fait que Dakar est polluée. Si vous prenez un hélicoptère et survolez la ville, vous serez choqué.* » D'autres, cependant, estiment qu'ils ont des soucis plus pressants. « *Nous sommes occupés avec d'autres questions, comme ce que nous allons manger ; nous n'avons pas le temps* », dit une femme de Rufisque.

BOX P16

Exode rurale et urbanisation

Cette étude s'est penchée sur l'exode rurale dans tous les groupes. La population urbaine de l'Afrique s'accroît rapidement. Le changement climatique a le potentiel d'accroître la migration des zones rurales vers les zones urbaines tandis que les habitants en fuient les effets, d'après le GIEC.

Bien qu'il soit impossible d'attribuer l'augmentation de la population urbaine exclusivement au changement climatique, de nombreux Sénégalais évoquent le départ des zones rurales afin d'échapper à la sécheresse au fur et à mesure que l'agriculture devient moins viable. « *Les pluies, qui sont rares, ont fait que les gens quittent les campagnes* », dit un homme du village rural de Tendouck. Il y a un consensus généralisé sur le fait que le manque de pluie pousse les gens vers les villes, petites et grandes. « *Lorsque vous vous trouvez dans le village durant la saison des pluies et qu'il n'y a pas assez de pluie, vous allez ailleurs et faites autre chose* », dit une femme de Rufisque, faubourg périurbain de Dakar.

La vie dans les centres urbains n'est pas sans difficultés, toutefois. Les personnes parlent de problèmes de pollution, d'assainissement, de santé et du coût élevé de la vie : « *L'urbanisation à Dakar est anarchique* », dit un homme de Dakar. « *Nous étouffons à Dakar, il y a du bruit et de la pollution atmosphérique, et nous sommes stressés. Si vous quittez [la ville] et allez dans les zones rurales, vous vous rendez compte que Dakar est une bombe* ».

Certains aimeraient rester dans les zones rurales mais estiment qu'ils doivent migrer pour survivre. « *Je peux dire aujourd'hui que s'il y avait un moyen d'y rester, nous nous sentons mieux dans les campagnes que dans la ville* », explique un homme de Tendouck, « *Nous allons dans les villes à cause du manque d'argent, sinon nous nous sentons bien plus à l'aise dans les zones rurales.* »

De quelle manière les Sénégalais pensent-ils que leur pays et leurs communautés répondent à la situation ?

Il y a un manque d'information sur la manière dont le gouvernement, les organisations religieuses, les ONG, les communautés et les particuliers répondent aux défis liés à l'environnement et au changement climatique. Les autorités locales et les chefs religieux exercent apparemment une influence considérable au sein des communautés et devraient être engagés dans des stratégies de communication concernant le changement climatique.

La plupart des personnes ne sont pas au courant des réponses données par le gouvernement, les entités religieuses, les ONG, les communautés ou les particuliers aux questions environnementales. De nombreuses personnes critiquent tous les échelons du gouvernement à cause du manque d'action visible sur l'environnement. Certains critiquent des départements particuliers, comme par exemple la Direction de l'eau et des forêts ou le ministère de la Pêche. Les gens critiquent également les autorités locales. Ils disent que celles-ci ne font souvent rien et que, lorsqu'elles agissent, elles ne cherchent qu'à servir leurs propres intérêts. Néanmoins, certains nomment les autorités locales comme une source importante d'informations. Ce que disent les autorités a une influence sur la population.

Les centres religieux ne sont pas normalement perçus comme participant aux activités relatives aux questions environnementales, à l'exception de la prière et de la plantation de quelques arbres. Ils sont, en revanche, perçus comme des sources clés d'influence et d'information au sein de la société. « *Les imams, tous les vendredis, ils parlent aux dévots et demandent aux gens de changer de mentalité* », dit un homme d'un certain âge de Tendouck.

Il est rare que les gens désignent les ONG par leur nom, mais certains mentionnent le fait que certaines ONG prennent part à des activités de reboisement et de construction de digues d'eau anti-sel dans la région de Casamance. La plupart des personnes ne sont, toutefois, pas au courant de travaux actifs menés par des ONG sur les questions environnementales. « *[Les ONG] existent peut-être mais nous ne sommes pas au courant* », dit une femme de Ziguinchor. Il y a un certain scepticisme sur les travaux menés par les ONG. « *Tous ceux qui sont venus ici n'ont fait [rien d'autre] que des promesses,* » dit une autre femme de Mbacke.

Très peu de gens sont au courant de la présence de personnes ou d'associations communautaires actives sur les questions environnementales. Dans quelques cas, les gens désignent des organisations communautaires qui s'attaquent aux problèmes d'assainissement ou d'enlèvement des déchets.

Que savent et que comprennent les citoyens sénégalais du changement climatique mondial ?

Bien qu'ils formulent les défis locaux et reconnaissent les différences sur le plan de la nature, des conditions météorologiques et de leur environnement, les personnes font rarement le lien entre ces changements et le phénomène mondial qu'est le changement climatique. Non seulement la terminologie relative au changement climatique ne signifie pas grand-chose pour les gens, ces derniers n'ont pas non plus une appréciation claire et exacte des concepts relatifs au changement climatique.

Dans ce contexte, *Le Sénégal parle du climat* examine la manière dont les personnes appréhendent la terminologie relative au changement climatique et réagissent aux informations liées au changement climatique. Il ressort de cette étude que cinq thèmes clés façonnent la manière dont les gens comprennent le changement climatique et influent sur la façon dont ils en expliquent les effets.

Terminologie

Bien qu'ils reconnaissent l'impact de leur climat en évolution, les gens ne sont guère conscients du changement climatique, en tant qu'expression et en tant que concept. La plupart d'entre eux

pensent que cette expression concerne les changements saisonniers ou les changements météorologiques immédiats. « *Lorsque le climat change* », explique une femme de Darou Mousty, « *c'est quand il fait chaud ou froid.* » Les gens associent souvent l'expression « changement climatique » aux prévisions météorologiques. Seule une minorité de personnes semblent comprendre le changement climatique au-delà des bulletins météorologiques. Un homme de Ziguinchor dit en avoir entendu parler « *grâce à ces grandes conférences sur le climat* ».

Ceux qui ont entendu ces expressions les ont en général entendues dans les médias. Certains citent la télévision ou la radio en général, tandis que d'autres indiquent des stations précises de radio ou de télévision. Quelques personnes ont mentionné un documentaire diffusé sur Walf TV. Une poignée de personnes disent avoir entendu ces expressions à l'école, mais l'école est souvent mentionnée en même temps que les médias.

De même, la reconnaissance de l'expression « réchauffement climatique » est en général assez faible au sein du grand public. Ceux qui la reconnaissent l'interprètent souvent comme une augmentation localisée, et parfois saisonnière, de la température. « *[C'est une] augmentation de la température chaque année,* » dit une jeune femme de Tendouck.

Quelques personnes la décrivent comme une augmentation de la température à l'échelle mondiale. Par exemple, un jeune homme de Dakar dit : « *Le monde devient de plus en plus chaud.* » De même, deux jeunes hommes associent cette expression à la fonte des glaces, ce qui laisse entendre un degré d'exposition aux concepts de changement climatique. La meilleure définition du réchauffement climatique a été donnée par un participant urbain de Ziguinchor, issu d'une classe socio-économique plus élevée. Il en a donné l'explication suivante : « *C'est la pollution que les hommes ont provoquée qui cause les conséquences du réchauffement climatique : des montagnes de glace qui fondent et qui entraînent des inondations, le manque de pluie, la sécheresse ; tout cela a des répercussions sur la vie de l'homme.* »

Comme pour le changement climatique, les personnes qui ont entendu parler du réchauffement climatique citent souvent la radio locale et la télévision, et parfois l'école, comme la source de leurs informations.

Bien que peu de personnes soient au courant du changement climatique et du réchauffement climatique, un petit nombre de personnes mentionnent spontanément l'effet de serre. Il ne semble pas y avoir de consensus concernant sa signification, bien que la plupart l'associent à l'augmentation de la chaleur et de la sécheresse. Personne ne définit correctement ce concept comme le processus par lequel l'atmosphère piège une partie de l'énergie solaire et réchauffe la Terre. De fait, l'effet de serre semble être perçu comme un phénomène local. « *Il y a quelque temps, j'ai appelé mon frère qui vit à Dakar et il m'a dit qu'il faisait en fait frais là-bas* », dit un homme de Ziguinchor, « *donc il paraît que l'effet de serre se fait davantage sentir [ici] à Ziguinchor, et la pollution est pire ici aussi.* »

Aucune référence n'est faite aux gaz qui causent l'effet de serre, comme le dioxyde de carbone et le méthane, à part ce que mentionne un jeune homme de Mbacke, qui parle du « gaz carbonique » comme « *la fumée qui émane des voitures... qui détruit l'atmosphère.* »

Ni « changement climatique » ni « réchauffement climatique » ne semblent être des expressions connues, que ce soit en français, en wolof ou en jola, et rares sont ceux qui connaissent les expressions comme « effet de serre » ou « dioxyde de carbone ».

BOX P17

Termes employés pour « changement climatique » et « réchauffement climatique »

Durant l'étude, trois expressions différentes pour traduire « changement climatique » ont été examinées. Que pensaient-ils de l'expression française « *changement climatique* » ? Que pensaient les personnes parlant le wolof de l'expression *sopeeku jawji*, traduction littérale de

« changement climatique » suggérée par le groupe consultatif sénégalais ? Dans la ville de langue jola de Tendouck, les participants ont discuté de l'expression *kabatoraku kati ewatay*, traduction littérale de « changement climatique » en jola. De même, les groupes ont étudié trois expressions différentes pour « réchauffement climatique » : le français « réchauffement climatique », l'équivalent wolof *sopeeku jamano* et la version en jola *faboolafu fati ewataayu*.

Réaction aux concepts

Un faible degré de connaissance spontanée des termes liés au climat était dans une certaine mesure prévu, sur la base des recherches effectuées précédemment^{xii}. Par conséquent, les discussions ont également été utilisées pour déterminer la connaissance et la compréhension des *concepts* du changement climatique et du réchauffement climatique, en employant les affirmations suivantes^{xiii}.

1. Les scientifiques disent que les êtres humains font changer les cycles météorologiques au fil du temps et aux quatre coins du monde.
2. Les scientifiques disent que les êtres humains font augmenter la température de la Terre.

La plupart des participants sont d'accord sur l'idée selon laquelle les êtres humains font changer les cycles météorologiques à long terme dans le monde entier. « *L'homme est au début et à la fin de tout* », dit un homme de Rufisque. « *C'est l'homme qui est à l'origine de ces changements parce qu'il exploite abusivement la nature* », dit un autre homme de Ziguinchor. De même, les gens s'accordent à dire que la température de la Terre est en train d'augmenter.

Ces changements, toutefois, sont principalement attribués à la destruction et la dégradation de la nature au niveau local, par exemple le déboisement, les incendies provoqués et la pollution par les usines et les voitures. L'augmentation de la température en particulier est souvent associée aux questions de déboisement. De même, certains relient les changements constatés à la croissance démographique et à la volonté divine. Cependant, presque personne ne reconnaît que les problèmes en présence sont susceptibles d'avoir des causes qui s'étendent au-delà de leur propre continent.

Cadres de référence

À défaut d'une compréhension scientifique solide du changement climatique, les gens ont recours à des explications qui se basent sur leurs propres connaissances existantes. Les discussions sur les termes et les concepts relatifs au changement climatique et au réchauffement climatique ont révélé cinq thèmes importants qui influent sur la manière dont les participants les appréhendent :

1. L'accent mis sur les arbres
2. La volonté de Dieu
3. La confusion autour de l'ozone
4. La pollution de l'air
5. La chaleur localisée

Ces concepts préexistants sont souvent désignés comme des « cadres de référence »⁴². Ils sont cruciaux, parce qu'ils façonnent la manière dont les gens comprennent et réagissent aux nouvelles informations. Lorsqu'on leur présente de nouvelles informations, les gens ont souvent

^{xii} L'étude pilote de *L'Afrique parle du climat* a été effectuée au Nigeria. Cf. Annexe 3.

^{xiii} Ces affirmations ont été débattues avant que les expressions « changement climatique » et « réchauffement climatique » ne soient introduites. Cf. Annexe 3.

recours à des croyances, des connaissances et des valeurs déjà en place pour les aider à traiter ces nouvelles informations. Ce que les gens savent et croient déjà déterminera en grande partie leur acceptation ou leur rejet des nouvelles informations.

Un aspect crucial est que les personnes sont plus susceptibles de rejeter les nouvelles données et informations que leurs propres cadres de référence. Si de nouvelles informations viennent contredire les croyances d'une personne, il est probable qu'elles seront rejetées. Cependant, si ces informations sont présentées d'une manière qui s'inscrit en complément des connaissances et valeurs des personnes, il y aura plus de chances qu'elles les acceptent.

Ainsi, les cinq thèmes – ou cadres de référence – peuvent fonctionner comme des barrières ou comme des facteurs facilitants pour la communication efficace sur le changement climatique. Il sera utile aux communicateurs de bien les comprendre pour rendre leurs informations pertinentes pour leurs publics respectifs. Il est donc essentiel de comprendre la manière dont les connaissances et concepts existants sont stimulés au moment de mener des activités de communication sur le changement climatique.

L'accent mis sur les arbres

La manière dont les Sénégalais comprennent le concept du changement climatique est influencée par l'importance qu'ils attachent aux arbres ; ils pensent en particulier que les arbres attirent la pluie. « *Vous devez savoir que la pluie dépend des arbres ...* » dit un homme d'un certain âge de Tendouck. « *Ce sont les grands arbres qui créent la pluie, donc nous souffrirons s'ils disparaissent.* »

Les scientifiques ne sont pas forcément de cet avis, mais ils sont effectivement d'accord sur le fait que les forêts *recyclent* la pluie par un processus appelé « évapotranspiration » – à savoir le phénomène de la vapeur d'eau qui émane des feuilles des arbres, s'évapore et retombe.

Figure 2 P18

Comprendre l'effet que les arbres peuvent avoir sur les pluies

- 1. Perte d'arbres**
Entraîne
- 2. Effet de serre plus marqué**
Entraîne
- 3. Changement climatique**
Peut entraîner
- 4. Moins de pluie**
Entraîne

[in red] Compréhension actuelle

Compréhension complète

Le déboisement empêche les arbres de stocker le carbone et entraîne la réémission dans l'atmosphère du carbone qu'ils ont stocké. Le résultat est une concentration accrue des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ce qui a pour effet de piéger la chaleur (l'effet de serre). Cela entraîne le réchauffement et d'autres changements climatiques, y compris la réduction des précipitations dans certaines parties du monde.

Compréhension actuelle

La diminution du nombre d'arbres dans un lieu précis a un effet direct sur les précipitations au niveau local (de plus, certains associent la disparition des arbres à l'augmentation de la température locale).

De même, les Sénégalais remarquent que l'ombre donnée par les arbres a un effet sur la température de la zone environnante. Une jeune femme de Tendouck fait remarquer : « *Tous les grands arbres ont été coupés et il y a plus de soleil. Il fait donc plus chaud à cause du manque d'arbres.* »

Ce qui est intéressant dans la manière dont les Sénégalais appréhendent la question est qu'elle indique une connaissance approfondie du rôle que jouent les arbres au niveau microclimatique mais guère de connaissances sur l'importance des arbres au niveau mondial. Au Sénégal, presque personne ne semble se rendre compte que les arbres jouent le rôle de puits de carbone qui stockent le dioxyde de carbone, le plus important des gaz à effet de serre qui causent le changement climatique.

Les implications de cet état de fait sont à la fois positives et négatives. D'un côté, les personnes peuvent être motivées à planter et à protéger les arbres, ce qui est bon dans une optique de changement climatique et environnementale. De l'autre, cette façon de comprendre la question pourrait leur donner l'impression fautive que les problèmes climatiques comme la sécheresse, peuvent être résolus au niveau local en plantant des arbres. « *C'est à nous de laisser la forêt tranquille, de la laisser vivre sa vie comme elle l'entend* », dit un homme de Tendouck. « *Si elle vit, les pluies tomberont comme elles le doivent.* »

Recommandations pour les communicateurs

Prenez comme point de départ les connaissances qu'ont déjà les gens sur les arbres pour donner lieu à une meilleure compréhension du déboisement comme l'un des moteurs du changement climatique mondial. Tentez de le faire sans dissuader les gens que leurs actions locales ont une importance. Aidez-les à dépasser l'idée selon laquelle la plantation d'arbres est un remède pour tous les maux environnementaux et climatiques. Présentez-leur d'autres options pour l'atténuation des effets et l'adaptation.

La volonté de Dieu

Le Sénégal est un pays majoritairement musulman et certains relient la discussion sur les conditions météorologiques à leur foi. « *Tout ceci est le domaine de Dieu* », dit une jeune femme de Dakar. « *Il a fait qu'il fasse très chaud. Si Dieu le voulait, Il ferait qu'il fasse tellement froid qu'il neigerait.* »

Étant donné l'importance de la religion au Sénégal, il est crucial d'appréhender les manières dont les personnes comprennent l'influence de Dieu sur les conditions météorologiques. Cette appréciation a tendance à se manifester de trois manières. En premier lieu, les gens invoquent Dieu pour expliquer des phénomènes pour lesquels il n'y a pas d'autre explication, selon eux. Une femme de Mbacke explique que l'augmentation de la température est due « *au retard des pluies... c'est Dieu qui retarde et accélère ce qu'il veut.* »

Deuxièmement, certains perçoivent les événements météorologiques extrêmes et les changements des conditions météorologiques comme un châtiment pour les péchés humains. « *[Dieu] punit les gens parce que nous faisons des choses mauvaises* », dit une jeune femme de Dakar. « *Il montre sa force avec les ouragans et les tempêtes.* »

Enfin, il y a ceux qui pensent que le manque de pluie indique l'approche de la fin du monde. « *Dieu a dit dans le Coran que nous vivons la fin du monde,* » dit un homme d'un certain âge de Tendouck. « *Aujourd'hui nous sommes en train de la vivre parce qu'il a dit quand la fin du monde approchera, tu verras qu'elle tuera trois choses. La première chose que tu verras sera le manque de pluie.* »

En général, la volonté de Dieu est mentionnée plus fréquemment par les habitants des zones rurales et par les femmes. Il convient de noter, toutefois, que la croyance en Dieu n'exclut pas forcément l'acceptation du rôle que les êtres humains jouent dans le changement climatique.

« *L'homme pourrait être la cause de tout ceci. Cela pourrait aussi être le travail de Dieu* », déclare un homme de Mbacke de façon ambiguë.

Recommandations pour les communicateurs

Montrez-vous sensibles à la foi des personnes lorsque vous communiquez avec elles sur le changement climatique. Faites intervenir des chefs religieux dans la communication sur ce sujet. Dans la mesure du possible, facilitez des discussions sur le changement climatique qui viennent compléter les idées de bonne gestion environnementale présentes dans certaines religions.

FIGURE 3 P 19

Comprendre comment la pollution de l'air peut avoir un effet sur la température

1. Voitures et usines

leads to : entraîne

Compréhension actuelle B

4. Augmentation de la température locale

[red] Compréhension actuelle A

Trous dans la couche d'ozone

3. Changement climatique

includes : englobe

2. Effet de serre plus marqué

leads to : entraîne

1 Compréhension complète

Les voitures et les usines émettent du dioxyde de carbone – gaz invisible – qui augmente la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces gaz ont un effet de piégeage de la chaleur (l'effet de serre), qui aboutit au changement climatique. Un aspect du changement climatique est l'augmentation des températures dans certaines parties du monde.

Compréhension actuelle A

Les gens pensent à tort que les trous dans la couche d'ozone causés par la fumée émanant des voitures et des usines permettent à une plus grande quantité de soleil de parvenir à la terre, ce qui entraîne le réchauffement.

Compréhension actuelle B

Les gens remarquent que la chaleur produite par les voitures et les usines fait directement augmenter la température locale (bien que ce soit vrai, cela n'est pas lié au changement climatique).

Confusion autour de l'ozone

De nombreux sénégalais semblent confondre changement climatique et trou dans la couche d'ozone. Ils pensent à tort que les trous dans la couche d'ozone laissent passer plus de soleil, ce qui entraîne le réchauffement. Une jeune femme de Tendouck exprime un point de vue très répandu lorsqu'elle dit : « *Nous avons hérité d'un climat doux que nous avons gâché en détruisant la couche d'ozone,* » tandis qu'un pêcheur de Rufisque explique que « *[La fumée] détruit la couche d'ozone et c'est la chaleur qui arrive à nous trop facilement – en détruisant les nuages.* »

En fait, bien que les trous dans la couche d'ozone laissent passer les rayons ultraviolets jusqu'à la Terre, ce qui endommage la peau des êtres humains, ils ne causent pas d'augmentation de la température terrestre. Cette sorte de confusion est aussi observée dans les contextes occidentaux et est peut-être due au fait que tant le changement climatique que l'amenuisement de la couche d'ozone sont causés par l'émission de gaz imputables aux activités humaines. Au Sénégal, les hommes sont plus susceptibles de mentionner l'ozone que les femmes.

Le risque de la confusion entre le changement climatique et l'amenuisement de la couche d'ozone est que les gens qui cherchent à aborder la question du changement climatique pourraient sélectionner les mauvaises activités. Par exemple, la réduction des CFC a été efficace pour résoudre le problème de l'amenuisement de la couche d'ozone, mais moins efficace dans la lutte contre le réchauffement climatique, lequel est principalement causé par les émissions de dioxyde de carbone. De plus, l'amenuisement de la couche d'ozone a été largement jugulé par la réglementation adoptée dans les années 1980, tandis que les activités humaines qui causent le changement climatique se poursuivent.

Recommandations pour les communicateurs

Utilisez les connaissances des gens sur l'amenuisement de la couche d'ozone atmosphérique pour expliquer le changement climatique, tout en corrigeant les idées fausses. Soulignez les activités humaines qui produisent les gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique. Expliquez les faits scientifiques du changement climatique par des moyens visuels qui suscitent l'intérêt des personnes, comme le font les trous de la couche d'ozone.

Pollution de l'air

La fumée et la pollution visible de l'air influencent aussi les manières dont les Sénégalais comprennent le changement climatique. « *C'est l'homme qui est à l'origine de la détérioration de l'environnement, par les feux de brousse, la pollution atmosphérique, la fumée qui détériore la couche d'ozone,* » dit une jeune femme de Tendouck.

Les gens parlent fréquemment des gaz d'échappement des voitures, de la fumée des feux de brousse, de la fumée des usines et même de celle des cigarettes. Cependant, ils ne mentionnent pas les gaz à effet de serre invisibles, comme le dioxyde de carbone, qui contribuent au changement climatique. Cet intérêt pour la fumée est souvent, bien que pas exclusivement, lié à des malentendus liés à la couche d'ozone. Beaucoup pensent que la fumée endommage la couche d'ozone, accroissant du même coup la chaleur solaire. « *La pollution qui émane des voitures cause la destruction de la couche d'ozone* », dit un homme de Ziguinchor, « *et c'est pour cela que les gens disent aujourd'hui que le soleil est très chaud* ».

Les gens sont aussi conscients des effets néfastes pour la santé de la fumée. « *Les gaz émis par certaines voitures sont indescriptibles... avec les embouteillages et la fumée* », remarque un homme de Mbacke. « *Tout cela détruit vraiment la couche d'ozone, mais la santé de tout le monde est aussi menacée.* » L'accent mis sur la fumée visible peut contribuer à rendre plus tangible l'idée des émissions de gaz à effet de serre. Il présente toutefois l'inconvénient de sous-entendre que les émissions de gaz à effet de serre sont visibles, ce qui n'est pas forcément le cas.

Recommandations pour les communicateurs

Basez-vous sur la manière dont les gens comprennent la fumée pour élargir leur compréhension de l'effet mondial des gaz à effet de serre. Utilisez les préoccupations relatives à la santé associées à la fumée pour intéresser les personnes et fournissez-leur des informations sur les causes du changement climatique.

Chaleur localisée

Les gens considèrent parfois que les sources locales de chaleur comme les voitures et les usines affectent directement la température. « *C'est l'homme qui conduit des voitures qui crée la chaleur,* » dit un homme de Ziguinchor.

Les gens peuvent même interpréter cette chaleur directe, produite dans leur environnement immédiat, comme ayant un impact sur d'autres aspects des conditions météorologiques, comme les précipitations. « *Tout le monde veut construire des usines,* » dit un riziculteur de Tendouck, « *et leur chaleur, mélangée à celle des forêts brûlées, a affaibli les nuages qui provoquent le froid et la pluie* ».

Si la chaleur ambiante peut effectivement accroître la température locale, ce n'est pas là le mécanisme qui donne lieu au réchauffement climatique.

Recommandations pour les communicateurs

Basez-vous sur la manière dont les citoyens comprennent le rapport immédiat entre les êtres humains et l'environnement pour expliquer le changement climatique au niveau mondial.

Ces cinq thèmes, que les gens mentionnent lors des discussions sur le changement climatique et le réchauffement climatique, peuvent fonctionner comme des barrières ou des facteurs facilitants pour une communication efficace sur le changement climatique, mais il est essentiel que les communicateurs les comprennent bien et en tiennent compte au moment de concevoir des stratégies de communication.

4 Entretiens avec des leaders d'opinion

Ces recherches se basent sur 17 entretiens menés avec des leaders d'opinion dans six secteurs :

Gouvernement

- Point focal sur le changement climatique pour le Sénégal (ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature)
- Ministère de l'Économie maritime, de la Pêche et des Transports maritimes
- Centre de suivi écologique
- Représentants locaux du gouvernement de Mbacke et Ziguinchor

Médias

- Journal public
- Station de télévision privée
- Station de radio régionale

Secteur privé

- Entreprise de pêche
- Société de télécommunications
- Entreprise agroalimentaire

ONG, entités religieuses, associations

- L'imam de la Grande Mosquée de Dakar
- Un marabout, ou saint homme, de Darou Mousty (Le Calife)
- Une association de pêcheurs
- Une association agricole
- Deux ONG locales axées sur le changement climatique

Que savent et que comprennent les leaders d'opinion sénégalais du changement climatique et quelles sont leurs opinions concernant les réponses du Sénégal au changement climatique ?

Un sujet réservé aux élites

Les connaissances relatives au changement climatique sont limitées à un petit nombre de leaders d'opinion au Sénégal. Le changement climatique est perçu comme un sujet scientifique sur lequel peu de personnes ont assez de savoir pour pouvoir en débattre.

Bien que ces recherches dépendent d'un nombre relativement réduit d'entretiens avec des leaders d'opinion, ces leaders tendent à penser que le débat relatif au changement climatique se limite actuellement à un petit nombre d'intellectuels et de décideurs.

« Je crois qu'on communique assez mal autour des changements climatiques. Ça reste encore une discussion réservée à un cercle d'initiés. »

Mme Awa Faly Ba Mbow, coordinatrice des programmes, IED Afrique

Les leaders d'opinion parlent souvent du changement climatique comme d'un sujet réservé aux « experts » et le perçoivent comme un sujet scientifique que la plupart des gens ne sont pas suffisamment qualifiés pour débattre. Le représentant d'une instance gouvernementale locale exprime un avis très répandu lorsqu'il dit qu'il ne peut pas fournir des « réponses expertes », mais plutôt « les réponses d'un profane ». Certains leaders d'opinion vont jusqu'à admettre qu'ils ne comprennent pas du tout le terme. Comme le dit un représentant des médias : « *Déjà, changement climatique c'est pratiquement une coquille vide. Tu ne sais pas ce qu'il y a dedans, à quoi cela renvoie.* » En général, les connaissances relatives au changement climatique se concentrent au sein du gouvernement national et des ONG ; cependant, tous les leaders d'opinion se réjouiraient d'avoir plus d'informations à son sujet, ce qui est encourageant, étant donné que le changement climatique doit être pris en compte dans la prise de décisions dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Comprendre le changement climatique

Bien que tous les leaders d'opinion parlent des impacts climatiques, rares sont ceux qui estiment avoir des connaissances suffisantes pour expliquer le changement climatique

Il y a toute une gamme de connaissances parmi les leaders d'opinion en ce qui concerne le changement climatique. Cette étude (basée sur un nombre relativement réduit d'entretiens) a constaté que c'étaient les représentants du gouvernement national et les ONG axées sur le changement climatique qui avaient le plus de connaissances. Les représentants des médias étaient ceux qui se rendaient le plus compte du besoin de connaissances accrues.

Il y a des données qui indiquent que certains leaders d'opinion interprètent le changement climatique comme « *la température qui est parfois chaude et parfois froide* » – plus ou moins comme les membres du grand public. Beaucoup confondent les gaz à effet de serre et les CFC et semblent associer le trou dans la couche d'ozone au changement climatique.

En général, les leaders d'opinion tendent à décrire les *effets* du changement climatique de manière plus exacte, bien qu'ils utilisent parfois l'expression « changement climatique » comme une expression fourre-tout pour les questions liées à la dégradation de l'environnement, à la pollution et à la variabilité climatique actuelle, ce qui est caractéristique de la région. Ces trois phénomènes existent dans le cadre d'une relation complexe avec le changement climatique.

Seules quelques personnes qui travaillent directement sur le changement climatique en parlent en se référant aux gaz à effet de serre ou à l'effet de serre. Par exemple :

« L'effet de serre est un phénomène naturel qui a été malheureusement renforcé par les activités de l'homme, les activités industrielles, la pollution atmosphérique, à tel point que maintenant cet effet de serre naturel a dépassé la limite que l'on pourrait dire normale. »

Dr Assize Touré, directeur général, Centre de suivi écologique

Impacts perçus du changement climatique

Bien que le changement climatique soit compris comme ayant une portée mondiale, les leaders d'opinion se préoccupent des implications locales pour le Sénégal, en particulier pour les communautés rurales.

À la différence du grand public, les leaders d'opinion sont en général conscients de la nature mondiale du changement climatique. Ils soulignent qu'il est constaté dans les pays développés ainsi que ceux en développement :

« Il y a des pays qui sont ce qu'on appelle extrêmement vulnérables, parce que les impacts seront beaucoup plus forts par rapport à leur capacité de faire face C'est le cas des pays pauvres, des pays en développement, les pays africains notamment »

Mme Madeleine Diouf Sarr, chef de division, Étude de l'impact environnemental, ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature

De leur propre vivant, les leaders d'opinion ont remarqué des changements sur le plan des paysages, des modes de vie et des moyens de subsistance similaires à ceux observés par le grand public :

« Moi qui suis un Saint-Louisien... Feu mon père me disait que quand ils étaient jeunes, donc au début des années 1900, entre 1920 et 1926, il fallait prendre un cheval pour aller à la mer. Mais, aujourd'hui, la mer est dans les habitations. »

M. Youssoupha Diallo, conseiller spécial du Premier ministre

L'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance sénégalais suscite une inquiétude. Certains suggèrent que les communautés de pêcheurs le long du littoral sont les plus vulnérables, tandis que d'autres mettent en relief les défis auxquels se heurtent les communautés de la région sahélienne, dans l'intérieur du pays. L'inquiétude est tout particulièrement vive pour les habitants des zones rurales ; beaucoup comprennent bien les défis à relever par les agriculteurs :

« Donc, du point de vue de la planification des actions culturelles, il y a des difficultés parce que l'hivernage n'est plus maîtrisé. »

M. Youssoupha Diallo, conseiller spécial du Premier ministre

Un représentant d'une grande entreprise agroalimentaire explique que les agriculteurs constatent d'ores et déjà l'impact du changement climatique sur les rendements agricoles :

« Un producteur qui faisait 600kg d'arachide, plus tard, du jour au lendemain, il n'a plus fait que 400, il a vu ses revenus diminuer tomber de 40%, il sait là que les précipitations sont moindres. »

M. Christophe Basile, directeur général adjoint de Suneor.

Certains leaders d'opinion s'inquiètent de voir de plus en plus de personnes quitter les zones rurales pour aller chercher du travail dans les zones urbaines. L'exode rural déclenché par les sécheresses des années 1960 et 1970 a créé un précédent pour ce type de migration, qui entraîne ses propres problèmes :

« Vous avez tout un ensemble de personnes qui viennent se réfugier dans les faubourgs des villes avec très souvent peu d'assainissement, peu d'accès aux services de base comme l'eau, etc. »

Dr Jean-Philippe Thomas, coordonnateur, ENDA Énergie

Qui est responsable ?

Bien que les leaders d'opinion perçoivent le changement climatique comme un problème mondial, seuls quelques-uns d'entre eux reconnaissent que la faute peut surtout en être rejetée sur les pays industrialisés.

Les leaders d'opinion sont conscients du fait que les effets du changement climatique sont ressentis au niveau mondial, mais seuls quelques-uns semblent reconnaître que la responsabilité au moment de causer le changement climatique revient de manière écrasante aux pays industrialisés :

« On a étudié les émissions de gaz à effet de serre pour le Sénégal. Actuellement, notre contribution est encore vraiment faible. Mais malheureusement nous subissons les conséquences. »

Dr Assize Touré, directeur général, Centre de Suivi Ecologique (CSE)

« La dégradation du climat connaît maintenant un niveau très, très fort en Chine, idem pour les États-Unis... »

M. El Hadj Sarr, gestion et développement des ressources humaines, Sonatel

Ceux qui comprennent que ce sont les pays industrialisés qui sont à l'origine du changement climatique sont plus susceptibles de souligner les mesures d'adaptation pour le Sénégal, tandis que d'autres ont davantage tendance à parler de la manière dont le Sénégal peut s'attaquer aux causes.

Les personnes les plus gravement touchées comprennent-elles le changement climatique ?

Les leaders d'opinion pensent que les gens ont personnellement fait l'expérience du climat en évolution, mais que l'expression « changement climatique » ne veut pas dire grand-chose pour la plupart des Sénégalais.

La plupart des leaders d'opinion ont une idée relativement exacte de la manière dont le grand public perçoit le changement climatique. Ils disent que les gens savent qu'il s'est produit des changements dans le climat de par leur expérience quotidienne, mais qu'ils ne comprennent pas le changement climatique en tant que concept scientifique.

« Nous estimons que l'essentiel de la population est constituée d'agriculteurs, de paysans, d'exploitants agricoles. Ils perçoivent donc ces changements climatiques à travers la baisse des précipitations, à travers la durée trop courte des saisons des pluies et donc à travers également les températures qui ne cessent d'augmenter au fil des ans. »

M. Mor Talla Tine, adjoint au gouverneur chargé du développement, Ziguinchor

Certains leaders d'opinion expliquent que les gens ne comprennent pas les termes employés pour discuter du changement climatique. *« Si tu dis à un pêcheur "changement climatique", il ne comprendra jamais »*, dit le représentant d'une association.

Quelques leaders d'opinion observent que le changement climatique est éloigné de la réalité quotidienne des personnes – en particulier celles qui vivent au jour le jour et qui ont une capacité limitée pour faire des plans à long terme :

« Vous êtes ici face à des populations qui sont en totale insécurité... comme je disais du père de famille, il doit trouver ce qu'il lui faut pour le lendemain ... Il faut faire très attention, parce quelqu'un qui a toujours été habitué à raisonner au jour le jour, vous ne le ferez pas raisonner d'un seul coup sur 10 ans, 15 ans ou 20 ans... »

Dr Jean-Philippe Thomas, coordonnateur, ENDA Énergie

« Le changement climatique, les gens ont l'impression que c'est quelque chose de très loin des préoccupations des gens. »

M. Sidy Diop, rédacteur en chef, *Le Soleil*

Cependant, étant donné que les personnes les plus pauvres du monde sont, de fait, les plus gravement touchées par le changement climatique, ceci suggère que le débat sur le changement climatique dans sa forme actuelle n'est pas d'une grande utilité pour la population.

Traduction et terminologie

Les leaders d'opinion pensent que la terminologie du changement climatique entrave l'engagement du grand public. Les recherches effectuées laissent entendre la nécessité de trouver des manières utiles de communiquer les questions relatives au changement climatique aux personnes qui n'ont guère de connaissances scientifiques d'un côté mais qui, de l'autre côté, ont une compréhension approfondie de leur environnement naturel.

Les leaders d'opinion s'accordent à dire que le grand public a besoin d'être plus informé sur le changement climatique. Presque tous sont d'accord sur le fait que les gens se soucieraient davantage du changement climatique s'ils en comprenaient les implications pour leurs modes de vie. Plusieurs mentionnent spontanément qu'il y a un manque général de communication sur le changement climatique et l'environnement en général et disent qu'il faut en faire plus pour combler cette lacune.

De nombreux leaders d'opinion reconnaissent par ailleurs que la terminologie du changement climatique est une barrière qui empêche les gens de comprendre la question et de se mobiliser pour la résoudre.

« Oui, "changement climatique" est un peu scientifique à mon sens, on pourrait peut-être utiliser d'autres termes... Le réchauffement de la terre, l'augmentation des températures, la baisse de la pluviosité, la pollution atmosphérique – ça, les gens comprendraient mieux. »

M. Mor Talla Tine, adjoint au gouverneur chargé du développement, Ziguinchor

De fait, les leaders d'opinion reconnaissent le besoin de trouver une traduction qui ait vraiment un sens pour l'expression « changement climatique ». Certains leaders d'opinion expliquent qu'une traduction littérale en wolof est possible, mais qu'elle ne signifie rien pour les personnes parlant le wolof.

« Je veux dire, si je rentre chez moi et que je dis à ma mère "Qu'est-ce que tu penses de supiku jaoji ?", elle va me regarder en me disant "Mais, euh..." »

Mme Awa Faly Ba Mbow, coordinatrice des programmes, IED Afrique

Certains pensent que le mot « climat » lui-même pose un problème :

« Mais d'abord, c'est un problème de concept ; comment dire climat dans nos langues ? »

M. Youssoupha Diallo, conseiller spécial du Premier ministre

En guise de solution, il est suggéré que le changement climatique soit expliqué aux gens en utilisant une gamme de points de référence, principalement liés à des éléments météorologiques comme la pluie et la température. Les défis linguistiques et conceptuels du changement climatique identifiés par les leaders d'opinion correspondent aux conclusions découlant des recherches au sein du grand public, et de fait aux défis que les chercheurs eux-mêmes ont dû relever durant la conception de ces travaux de recherche.

Quelle est la réponse requise ?

Les leaders d'opinion s'accordent à dire que les gens doivent savoir comment changer leurs comportements en réponse au changement climatique. Ils tendent à parler de la

manière dont les gens peuvent limiter leur impact sur l'environnement plutôt que des manières dont ils peuvent d'adapter. Seuls quelques leaders d'opinion issus d'ONG et du gouvernement mettent l'accent sur le fait que les gens ont besoin d'être informés sur l'adaptation.

Les leaders d'opinion s'accordent à dire que les gens doivent changer leur comportement pour répondre au changement climatique ; on observe cependant une tendance parmi les leaders à se concentrer sur ce qu'ils perçoivent comme les causes du changement climatique, plutôt que sur ce qui peut être fait pour s'adapter à ses impacts. Nombre de leaders d'opinion rejettent la responsabilité du changement climatique sur les citoyens sénégalais ordinaires :

« Quand le paysan africain, par ses modes de production ou bien ses actions, participe à la déforestation ou bien à la pollution des sols, c'est l'Afrique qui devrait sentir l'effet de son action, mais ses effets sont aussi ressentis à l'échelle planétaire. »

M. Mor Talla Tine, adjoint au gouverneur chargé du développement, Ziguinchor

« Au-delà même du terme générique "changement climatique", il s'agira donc de donner du sens à l'action en disant aux gens "Si tu fais ceci, voilà ce qui se passe et si cette chose se passe, voilà les conséquences les plus aiguës". »

M. El Hadj Sarr, gestion et développement des ressources humaines, Sonatel

Un ou deux des leaders d'opinion reconnaissant le fait que le Sénégal ne contribue guère aux émissions de gaz à effet de serre à l'heure actuelle et disent qu'il faut en faire plus pour veiller à ce que le Sénégal n'y contribue pas davantage à l'avenir :

« [Nous n'atteignons] peut-être pas le niveau de la Chine ou celui États-Unis, mais je crois que chacun a une part de responsabilité... Nous avons été très fiers de dire il y a quelques années que nous n'importons plus de véhicules de plus de cinq ans parce que nous ne voulions plus être la poubelle de l'Europe, mais les véhicules qu'on continue à importer, ce sont des véhicules qui ne répondent pas aux normes internationales en matière d'environnement. »

Mme Awa Faly Ba Mbow, coordinatrice des programmes, IED Afrique

Le marché du carbone est critiqué par un chef d'entreprise, toutefois, car il estime qu'il ne constitue pas un bon moyen d'incitation à limiter les émissions de gaz à effet de serre :

« Les gens ont plutôt cette vue sur le marché du carbone : "Si j'économise 100g de rejet par jour, je vais pouvoir le vendre sur le marché du carbone à un industriel pollueur du Nord et gagner de l'argent ». C'est peut être l'un des moyens qu'ils ont trouvés pour attirer les gens, mais à moyen terme et à long terme, ce n'est pas bon. Ça veut dire que dans tous les cas, il y aura toujours des riches qui vont essayer de gagner de l'argent en faisant des économies de pollution. L'objectif doit plutôt être de faire baisser les émissions de tout le monde plutôt que de pénaliser les pollueurs. Mais donner de l'argent à ceux qui font des efforts, voilà qui serait plutôt bien. »

M. Christophe Basile, directeur général adjoint, Suneor

Le représentant d'une ONG dit que les moyens d'incitation devraient mettre en relief les économies de coût :

« Les programmes pour réduire les émissions doivent être gagnant-gagnant... "win-win"...c'est-à-dire qu'ils vont faire de l'efficacité énergétique et permettre d'utiliser les énergies renouvelables. Donc tout ça va dans le sens de la convention...Il y a beaucoup de programmes sur la diffusion des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, de gros programmes. Un programme a été lancé sur les ampoules électriques basse consommation et des choses comme ça. Peu importe que cela soit formulé dans le cadre du climat. C'est gagnant-gagnant parce que vous consommez moins d'électricité, vous émettez moins de CO₂, et vous avez donc un effet aussi bien sur le porte-monnaie que sur l'environnement. »

Dr Jean-Philippe Thomas, coordonnateur, ENDA Énergie

L'adaptation aux effets du changement climatique est beaucoup moins souvent mentionnée. Cependant, les représentants de quelques ONG et du gouvernement parlent tout de même de programmes en cours et futurs qui sont axés sur l'adaptation. Plusieurs leaders d'opinion expliquent aussi que les gens ont besoin d'*informations* qui les aideront à s'adapter.

Réponse du gouvernement

Les représentants du gouvernement expliquent que le gouvernement se penche actuellement sur la question du changement climatique, mais que la mise en œuvre des programmes s'avère problématique à cause du manque de fonds. Les leaders d'opinion de l'extérieur du gouvernement semblent ne pas savoir grand-chose sur les actions lancées par le gouvernement. Ces recherches suggèrent un besoin de communication intersectorielle accrue.

Les représentants gouvernementaux soulignent un certain nombre d'initiatives et d'engagements de longue date en vue de faire face au changement climatique, y compris le Comité national sur les changements climatiques^{xiv}, le Mécanisme de développement propre (MDP)^{xv} et le Programme d'action national aux fins de l'adaptation (PANA)^{xvi}

Certains font expressément remarquer que des activités de formation et de développement des capacités ont été menées sur la question du changement climatique :

« Avec la banque, on a organisé l'année dernière la première foire africaine. C'était la première fois qu'on formait pas mal de gens, ce qui fait que maintenant on trouve dans les forums internationaux des personnes qui représentent le Sénégal. Et certains ont même été recrutés par les Nations Unies pour travailler sur le marché carbone. »

Mme Madeleine Diouf Sarr, chef de division, Étude de l'impact environnemental, ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature

Les représentants du gouvernement mentionnent par ailleurs que les institutions gouvernementales ont effectué un certain nombre d'études, dont deux inventaires des gaz à effet de serre, des recherches sur l'approvisionnement en eau des zones rurales, le piégeage du carbone (depuis 2000) et l'adaptation (depuis 2007). Du fait des travaux de renforcement des capacités et de recherche menés, les représentants du gouvernement disent que le changement climatique est plus fréquemment incorporé à la politique gouvernementale et que des projets sont en cours de conception pour résoudre les problèmes révélés par les recherches.

Cependant, la mise en œuvre des projets liés à l'environnement et au changement climatique semble être limitée à quelques initiatives de grande envergure, comme le programme de reboisement de la Grande muraille verte. Ce qu'il faut, c'est un plus grand nombre d'initiatives locales ; la personne qui est le point focal pour le changement climatique au Sénégal, Madeleine Diouf Sarr, explique que, jusqu'à présent, les programmes menés au niveau local ont pour la plupart été des *« programmes pilotes »* et un autre représentant du gouvernement dit que le succès des programmes actuels ne sera pas évalué avant deux ou trois ans.

^{xiv} Ce comité a été créé en 1998 et il rassemble des institutions gouvernementales, des ONG et des organisations du secteur privé.

^{xv} Le Mécanisme de développement propre est un accord conclu dans le cadre du Protocole de Kyoto qui permet aux pays industrialisés dotés d'engagements à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ou d'engagements à limiter leurs émissions d'investir dans des projets qui réduisent les émissions dans les pays en développement comme alternative à la réduction des émissions dans leur propre pays. Le Sénégal est le premier pays africain à avoir élaboré une proposition satisfaisant les critères du Mécanisme de développement propre, mais les progrès au moment où ce rapport était rédigé restaient lents.

^{xvi} Les Programmes d'action nationale aux fins de l'adaptation fournissent un processus permettant aux Pays les moins avancés d'identifier les activités prioritaires qui répondent à leurs besoins d'adaptation au changement climatique.

L'une des principales contraintes auxquelles se heurte le gouvernement est le financement. Pour ce qui est de l'avenir, les représentants du gouvernement disent qu'il faudra en faire plus pour remédier aux impacts du changement climatique sur les zones côtières et sur l'approvisionnement en eau en milieu rural ; pour réglementer les émissions de dioxyde de carbone ; et pour réduire les feux de brousse et le déboisement – mais ils ont un grand défi à relever en termes de ressources financières.

« Les programmes de lutte contre l'érosion côtière, ça demande des moyens extrêmement importants et nos pays n'ont pas ces moyens. »

M. Youssoupha Diallo, conseiller spécial du Premier ministre

Afin de surmonter les limites financières, les représentants du gouvernement suggèrent qu'une coordination accrue entre les institutions gouvernementales et une participation plus importante des acteurs internationaux sont nécessaires.

« Dans le futur, il faudra beaucoup plus de programmes intégrés. Il s'agira de viser à ce que les politiques nationales de développement intègrent la dimension du changement climatique. Que le ministère des Finances arrive à cerner cette dimension et à l'intégrer dans sa politique. Pour cette nouvelle dimension le financement national n'est pas suffisant et il faudra un financement international pour soutenir ce programme. »

Mme Madeleine Diouf Sarr, chef de division, Étude de l'impact environnemental, ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature

L'engagement de la communauté est lui aussi perçu comme essentiel. Comme le dit Youssoupha Diallo, conseiller spécial du Premier ministre : *« La mobilisation sociale de la population... est notre principale ressource. »* Il est intéressant de constater que les leaders d'opinion de l'extérieur du gouvernement ne semblent pas savoir grand-chose des actions actuellement entreprises par le gouvernement.

« Je n'ai jamais rien su d'actions [gouvernementales] quelconques. Je n'ai jamais rien vu. »

M. Mbacké, marabout, Darou Mousty

À part la Grande muraille verte, la seule initiative gouvernementale fréquemment mentionnée est la législation nationale qui interdit l'importation de véhicules de plus de cinq ans d'âge. Les représentants d'ONG interrogés aux fins de ces recherches semblaient être ceux qui en savaient le plus sur la réponse du gouvernement au changement climatique ; cependant, le petit nombre de représentants des médias, de représentants d'instances gouvernementales locales et de chefs communautaires qui ont participé n'étaient guère conscients des actions du gouvernement. Tout indique le besoin d'une coordination et d'une communication intersectorielles accrues dans le domaine du changement climatique.

Réponse des ONG

Les ONG qui travaillent sur le changement climatique tendent à se concentrer sur l'adaptation. Elles soulignent le besoin d'accroître la capacité institutionnelle et la communication intersectorielle. Les ONG qui se concentrent sur l'adaptation au changement climatique pourraient jouer un rôle de rassemblement des pouvoirs publics nationaux et des chefs communautaires.

Les recherches suggèrent que les ONG qui travaillent sur le changement climatique sont plus axées sur l'adaptation que le gouvernement. Le représentant d'une ONG met en relief le travail mené par son organisation avec les populations locales en vue de concevoir et de transposer l'échelle des stratégies d'adaptation.

« Premièrement, ce sont les producteurs agricoles qui souffrent le plus directement de ces changements climatiques et, deuxièmement, ce sont eux qui développent à leur échelle des stratégies pertinentes parce que c'est une question de survie, c'est aussi simple que ça. »

Mme Awa Faly Ba Mbow, coordinatrice des programmes, IED Afrique

Un autre souligne le succès des initiatives de renforcement des capacités auxquelles prend part son organisation depuis le début des années 1990 ; il soutient que le niveau de connaissances au sein des ONG et des organisations du secteur privé a augmenté, ce qui permet aux délégations africaines de présenter des arguments plus robustes lors des conventions internationales. Cependant, il avertit du besoin d'une communication accrue entre les secteurs et du fait que le renforcement des capacités institutionnelles doit aller plus loin.

« Les personnes ciblées par le renforcement des capacités ne sont pas toujours finalement celles qui ont le plus de pouvoir de décision. C'est le ministère des Finances, le ministère de la Planification. Donc, tant que vous n'arrivez pas à sensibiliser ces décideurs-là à ces problèmes-là... les grandes décisions au niveau de l'État, vous ne les avez pas. »

Dr Jean-Philippe Thomas, coordonnateur, ENDA Énergie

Les leaders au niveau communautaire sont plus susceptibles d'être au courant des initiatives d'ONG sur le changement climatique et l'environnement que de savoir quoi que ce soit sur les initiatives gouvernementales. Les représentants du gouvernement, quant à eux, mentionnent également les travaux menés par les ONG. Tout ceci suggère que les ONG pourraient être en mesure de jouer un rôle rassemblement du gouvernement national et des chefs communautaires.

Réponse du secteur privé

Le secteur privé exprime son engagement à résoudre les questions relatives au changement climatique, mais il se concentre sur l'atténuation des effets, sans presque mentionner la manière dont les entreprises vont peut-être devoir s'adapter. Le changement climatique est associé à des questions environnementales et considéré dans un contexte de responsabilité sociale des entreprises.

Les représentants du secteur privé interrogés pour les présentes recherches sont issus d'entreprises de pêche, alimentaires et de télécommunications. Ils expriment tous leur inquiétude concernant les impacts du changement climatique sur la population sénégalaise. Certains expriment aussi leur préoccupation concernant les impacts du changement climatique sur leurs clients. Par exemple, le représentant du secteur des télécommunications suggère que, si les prix des produits alimentaires augmentent et les salaires des gens diminuent, les ventes pourraient en pâtir. Une autre personne interrogée issue du secteur privé suggère que les consommateurs vont prendre des décisions d'achat de plus en plus « vertes », en tenant compte des impacts sur l'environnement et le climat de ce qu'ils achètent, mais il est possible que ces commentaires ne fassent que traduire la position d'exportatrice de cette société. Il est intéressant d'observer que les représentants des secteurs alimentaire et de la pêche, potentiellement vulnérables au changement climatique, mettent moins l'accent sur les impacts directs que le changement climatique pourrait avoir sur leurs activités en termes de réserves de poisson et de rendements agricoles en déclin.

L'engagement à aborder le changement climatique est exprimé par tous les représentants du secteur privé interrogés. Le changement climatique est largement associé à des questions environnementales :

« Je ne comprends pas pourquoi on veut mettre ces aspects en opposition [croissance économique et faire face au changement climatique]. On peut bien vivre, donc faire de la production, des biens et services, améliorer les conditions de vie des populations, tout en respectant l'environnement... Il faut que la nature soit préservée ; sans une nature préservée, il arrivera un moment où on ne pourra plus produire, on ne pourra même plus vivre... même s'il y

aura effectivement quelques heurts du fait qu'à un moment donné il y aura peut être quelques intérêts divergents qui verront le jour mais je pense que tout le monde a intérêt à tirer dans le même sens. »

M. Adama Lam, directeur général adjoint, Sopasen

Le changement climatique semble être une question émergente dans le secteur privé, le changement climatique et la dégradation de l'environnement étant considérés dans un contexte de responsabilité sociale des entreprises. Tous les représentants des entreprises mentionnent les politiques générales liées à la responsabilité sociale des entreprises et un représentant indique que le changement climatique a été incorporé dans des stratégies déjà en place qui traitent des activités environnementales :

« Par rapport au volet environnemental, nous avons une politique soutenue qui vise plus à utiliser l'énergie solaire au lieu des énergies d'origines fossiles qui utilisent le pétrole, etc. Donc nous essayons quand même de sécuriser l'entreprise et de booster l'économie, tout en étant quand même respectueux de notre environnement et ceci a été théorisé, appliqué, formalisé dans le cadre d'une politique de responsabilité sociale d'entreprise. »

M. El Hadj Sarr, gestion et développement des ressources humaines, Sonatel

D'autres représentants du secteur privé indiquent qu'ils vont dans ce sens :

« Nous contribuons parce que nous produisons du dioxyde de carbone... Nous cherchons des plans d'action pour abaisser nos rejets en eau, réduire nos rejets en carbone, moins consommer d'électricité, moins transporter nos matières premières pour réduire les coûts de transport... Oui, aujourd'hui on n'a pas quantifié ces défis, mais ils font partie de nos axes de travail. »

M. Christophe Basile, directeur général adjoint, Suneor

Il est intéressant de constater que l'inquiétude apparente du secteur privé concernant les efforts pour faire face au changement climatique semble se concentrer exclusivement sur l'atténuation des effets, et qu'il n'est presque pas fait mention de la manière dont le secteur devra peut-être s'adapter.

Peu de personnes ne faisant pas partie du secteur privé peuvent dire quoi que ce soit sur le rôle actuel des entreprises dans l'atténuation des effets ou l'adaptation au changement climatique. Lorsque le secteur privé est mentionné, c'est principalement en référence au Mécanisme de développement propre (MDP), pour lequel les entreprises développeraient actuellement des idées de propositions. Bien que le Sénégal soit le premier pays à avoir élaboré une proposition dans le cadre du MDP mondial, les progrès au moment où ce rapport était rédigé restaient lents.

Réponses locales

Les chefs locaux, y compris les représentants des instances gouvernementales locales, ceux des associations de pêcheurs et d'agriculteurs et les chefs religieux, ne parlent que d'un petit nombre d'actions autour du changement climatique. Les chefs locaux et communautaires semblent tout particulièrement isolés des décisions prises au niveau national, tandis que les représentants des instances gouvernementales locales font écho aux préoccupations nationales concernant le manque de coordination sur l'environnement.

Au niveau local, les représentants des instances gouvernementales locales, ceux des associations de pêcheurs et d'agriculteurs et les chefs religieux ne parlent que d'un petit nombre d'actions autour du changement climatique. Aucun des représentants des autorités locales ne travaille directement sur le changement climatique. Le préfet de Mbacke attribue cet état de fait à la structure de la préfecture régionale dans laquelle il coordonne les projets existants : le changement climatique n'y figure pas pour l'instant. Il fait écho aux préoccupations des représentants du gouvernement national et des ONG lorsqu'il décrit le manque général de coordination autour de l'environnement :

« Ce sont des projets qui sont dans divers ministères... il y a de nombreuses structures qui travaillent sur ces projets. Disons que les projets sont éparés. Il faudrait qu'il y ait une agence d'exécution des projets en faveur de l'environnement, pour tout centraliser, pour mieux coordonner, sinon on risque d'avoir des redondances, d'avoir des doublons, le même projet qui fait la même chose, etc. Le code de l'eau, le code d'hygiène, le code forestier, etc., ce sont des codes, une série de lois, qui s'occupent plutôt de la ressource que de l'objectif, de sorte qu'on lit deux ou trois codes et on se rend compte qu'il n'y a pas d'harmonisation entre eux ; ce qui est interdit ici est permis là, etc. »

M. Cheikh Boukounta Gueye, Préfet de Mbacke

Le gouverneur adjoint de Ziguinchor ne travaille pas non plus directement sur le changement climatique, mais il dit que ce type de travail pourrait s'inscrire dans des programmes plus larges de sensibilisation et de reboisement. Dans la même veine, il exprime sa préoccupation sur un manque perçu de conscience environnementale au sein des communautés locales :

« Souvent le principal problème auquel nous sommes confrontés, c'est la perception que ces populations concernant les ressources naturelles. Parce qu'elles considèrent que c'est un don de la nature et qu'elles sont en droit de pouvoir en user et en abuser, mais on dit souvent que tout excès est nuisible. »

M. Mor Talla Tine, adjoint au gouverneur chargé du développement, Ziguinchor

Les représentants des associations de pêcheurs et d'agriculteurs disent que leurs organisations participent à des programmes portant sur les moyens de subsistance locaux qui sont liés au changement climatique, mais les liens sont ténus. Un représentant fait remarquer qu'il n'y a qu'une connexion « indirecte » entre ses programmes et le changement climatique, tandis que l'autre décrit un projet visant à remédier à la manière dont les femmes font brûler de l'herbe pour fumer le poisson (*kethi*ax).

Aucun des deux chefs religieux interrogés dans le cadre de ces recherches n'a indiqué prendre part à des initiatives quelconques concernant le changement climatique.

Réponse des médias

Les médias semblent manquer de connaissances suffisantes pour informer efficacement leurs publics sur la question du changement climatique, bien que les représentants des médias aient exprimé leur intérêt concernant les questions environnementales et pensent que le public souhaite obtenir plus d'informations sur les affaires environnementales.

Les représentants des médias semblent avoir des connaissances très faibles en matière de changement climatique, fait qu'ils admettent eux-mêmes. Deux des trois représentants médiatiques interrogés se réfèrent au changement climatique comme aux changements météorologiques ou saisonniers :

« Les reportages que nous faisons qui ont trait au changement climatique, nous les faisons par exemple au mois de décembre ou janvier, en période de froid. Nous faisons des reportages pour voir un peu comment le Sénégal vit cette période-là. Et nous nous intéressons également aux changements au niveau vestimentaire, au niveau alimentaire et au niveau social parce qu'il y a des habitudes que les gens acquièrent en fonction de ce changement climatique... »

Mme Aissatou Diop Fall, directrice des programmes, Walf TV

« Durant la saison chaude, nous avons un sujet sur la chaleur une fois par mois : comment nous protéger de la chaleur, comment rester en bonne santé, comment éviter les maladies que nous contractons durant la période de chaleur. »

Mme Awa Mane, réalisatrice, Kassoumay FM, Ziguinchor

Ici encore, le changement climatique tend à être incorporé dans les questions environnementales. Un rédacteur en chef met en évidence un des problèmes rencontrés au moment de présenter des informations sur le changement climatique :

« Il n'y a pas de formation en fait. Les gens ne sont pas forcément formés dans les questions environnementales, c'est sur le terrain que les gens se forment. »

M. Sidy Diop, rédacteur en chef, *Le Soleil*

Le Soleil consacre une section à l'environnement depuis plusieurs années. Le rédacteur explique que cette section cherche surtout à sensibiliser les lecteurs. L'importance des médias à cet égard est confirmée par des représentants de Walf TV et de Kassoumay FM.

« Les médias ont quand même un rôle éminemment social à jouer, étant entendu qu'ils ont pour mission première ou pour vocation la formation de l'opinion publique et dans cette optique-là, ils peuvent être utilisés pour une communication de masse, pour la sensibilisation, la conscientisation des différents publics. »

Mme Aissatou Diop Fall, directrice des programmes, Walf TV

Bien que les médias semblent ne pas posséder des connaissances suffisantes pour informer leurs publics sur la question du changement climatique, tous les représentants des médias se disent intéressés par les questions ayant trait à l'environnement. Un aspect important est qu'au moins un représentant pense que le public souhaite recevoir un supplément d'informations sur les questions liées à l'environnement :

« Côté environnement, nous sommes le seul média en tout cas pour ce qui m'a été donné de voir qui a une rubrique environnement... C'est un magazine d'une dizaine de minutes et nous faisons des reportages sur le terrain. Il nous arrive même d'en faire sur les espèces en voie de disparition. Nous parlons également de la faune, de la flore, nous parlons de questions liées à l'environnement... On invite un spécialiste par exemple qui vient débattre du sujet, les gens appellent pour avoir ses coordonnées, etc. Nous, en tant que diffuseur, si nous décidons de créer une rubrique liée directement à une question, c'est à la demande du peuple. Parce que nous sommes avant tout un groupe commercial, nous cherchons à faire des bénéfices et ce n'est pas intéressant pour nous de faire un programme qui ne suscite pas d'intérêt. »

Mme Aissatou Diop Fall, directrice des programmes, Walf TV

Il sera important pour les médias de développer leur compréhension du changement climatique, étant donné que les gens citent les médias comme une source première d'informations sur le sujet.

5 Conclusion

Ces recherches ont montré que le grand public du Sénégal n'est guère au courant du changement climatique mondial et qu'il le comprend mal. La terminologie relative au changement climatique est mal comprise et n'a pas de traductions standard dans les langues locales. Les Sénégalais sont plus nombreux à reconnaître que leur climat est en train de changer qu'à être conscients de l'expression « changement climatique ». Le changement climatique est souvent interprété littéralement comme désignant des « changements météorologiques ». Dans ce contexte, de nombreux Sénégalais ont leurs propres manières d'expliquer pourquoi les schémas météorologiques et l'environnement ont changé. Ils se servent de leurs connaissances et croyances existantes, tant pour expliquer les changements auxquels ils ont assisté que pour traiter les nouvelles informations qu'ils reçoivent sur le changement climatique.

Bien que la plupart des Sénégalais perçoivent un lien entre les activités de l'homme et les changements constatés dans le climat, c'est souvent de manière très localisée. Nombre d'entre eux associent les activités des hommes pris isolément, comme la coupe des arbres et la pollution, à la dégradation de l'environnement local et aux changements des schémas

météorologiques. Une compréhension plus large du rôle que l'augmentation des niveaux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère joue au moment de causer le changement climatique n'existe pas.

Les leaders d'opinion sénégalais perçoivent le changement climatique comme un sujet scientifique que la plupart d'entre eux ne sont pas qualifiés pour débattre. Ils ont besoin d'en savoir plus sur le changement climatique afin de communiquer de manière assurée sur la question et de l'incorporer dans leur prise de décisions. Bien que les médias et les écoles constituent la principale source d'information sur le changement climatique pour le grand public, il y a des données qui suggèrent que les personnes qui travaillent dans les médias ne sont pas dotées de connaissances suffisantes pour informer efficacement les différents publics sur le changement climatique et faciliter une discussion publique.

Il est clair que les efforts de communication et d'information vont être essentiels pour la réponse du Sénégal à ces défis. Nombre de leaders d'opinion mentionnent spontanément le besoin d'une communication améliorée sur le changement climatique et ils s'accordent tous à dire que le grand public a besoin d'informations supplémentaires. Bien que les présentes recherches visent à présenter les perceptions du public sénégalais sur le changement climatique, et non une stratégie de communication détaillée sur le changement climatique, plusieurs recommandations en matière de communication peuvent être faites :

Fournir des informations

En premier lieu, les médias ont un rôle crucial à jouer au moment de fournir des informations sur le changement climatique et d'aider d'autres entités à le faire, y compris les autorités gouvernementales, les ONG nationales et internationales, les scientifiques, les chefs religieux et les chefs communautaires. Les citoyens sénégalais ont un droit fondamental à accéder à l'information sur une question qui a un effet sur leur vie. Une prise de conscience et une compréhension accrues du changement climatique mondial donneront les moyens et les outils nécessaires aux citoyens et aux communautés pour discuter du problème, s'adapter aux effets du changement climatique et faire des choix à long terme pour leur avenir, et ce en connaissance de cause.

Les efforts en vue d'améliorer la communication sur le changement climatique doivent confirmer aux gens que les cycles météorologiques sont en train de changer et qu'il y a plus de chances que des événements météorologiques extrêmes aient lieu. Ils doivent aussi mener un travail de sensibilisation sur le changement climatique mondial et les manières dont il est lié à la vie et aux moyens d'existence des personnes. Les gens ont besoin d'informations sur les façons de s'adapter et de se préparer en vue d'événements météorologiques extrêmes.

Les efforts de communication devraient par ailleurs aussi aider les gens à construire des modèles mentaux simples et corrects du fonctionnement du changement climatique, en gardant à l'esprit la manière dont ils le comprennent déjà. Pour ce faire, une terminologie appropriée du changement climatique devrait être élaborée et mise à l'épreuve dans les langues locales. Les données et les faits doivent être communiqués de manière pertinente au niveau local, en ayant recours à une variété de plateformes médiatiques d'information et autres.

Faciliter le débat public et le débat sur les politiques générales

En deuxième lieu, les médias doivent faciliter un débat public accessible. Le Sénégal est actuellement touché par le changement climatique. Un débat pertinent et mené au niveau interne sur cette question est essentiel. Les médias d'information et autres façonneront et arbitreront ce débat dans une très grande mesure. C'est pourquoi le développement de la capacité des médias et la fourniture d'un soutien en faveur de l'établissement d'« espaces publics » qui permettront une discussion du changement climatique qui fait appel aux voix et expériences des Sénégalais, en mobilisant les citoyens, les groupes d'intérêt locaux, les acteurs de la société civile, les chefs religieux et les décideurs de tous les échelons du gouvernement, seront des aspects cruciaux.

Ces espaces, qui peuvent être créés au moyen de débats télévisés, d'émissions de radio dans lesquelles on répond aux questions des auditeurs et d'autres plateformes interactives, peuvent être des forums permettant l'échange d'informations, la création d'une meilleure compréhension et l'élaboration de plans d'action. Ils peuvent en outre contribuer à faciliter une meilleure communication intersectorielle entre le gouvernement, les ONG, le secteur privé, les médias et les chefs locaux et communautaires.

Encourager la redevabilité

En troisième lieu, le débat peut augmenter la redevabilité puisqu'il encouragera les citoyens à exercer une pression sur leurs propres gouvernements en ce qui concerne les politiques de changement climatique, y compris le financement de l'adaptation, les transferts de technologies, la réduction des émissions et d'autres stratégies de réponse. Ce n'est que lorsque les citoyens sénégalais seront pleinement informés du changement climatique et en mesure de prendre part au débat à son sujet qu'ils commenceront à influencer les politiques et processus nationaux et internationaux relatifs au climat qui ont un effet sur leur vie.

Annexe 1
Leaders d'opinion interrogés

Nom et titre Organisation Secteur

Mme Madeleine Diouf Sarr
Chef de division, Étude de l'impact environnemental
Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature
Gouvernement National

Dr Assize Touré
Directeur général
Centre de suivi écologique
Gouvernement National

M. Youssoupha Diallo
Conseiller spécial du Premier ministre
Bureau du Premier ministre (ex-ministère de l'Économie maritime, de la Pêche et du Transport maritime)
Gouvernement National

M. Cheikh Boukounta Gueye
Préfet de Mbacke
Gouvernement de Mbacke
Gouvernement local

M. Mor Talla Tine
Adjoint au gouverneur chargé du développement
Région de Ziguinchor
Gouvernement local

M. Sidy Diop
Rédacteur en chef
Le Soleil
Médias

Mme Aissatou Diop Fall
Directrice des programmes
Walf TV
Médias

Mme Awa Mane,
Réalisatrice
Kassoumay FM
Médias

M. El Hadj Sarr,
Gestion et développement des ressources humaines
Sonatel
Secteur privé

M. Adama Lam
Directeur général adjoint
Société de Pêche et d'Armement Sénégalais (Sopasen)
Secteur privé

M. Christophe Basile
Directeur général adjoint
Suneor, entreprise agroalimentaire
Secteur privé

M. El Hadji Moussa Samb
Imam
Grande Mosquée de Dakar
Institution religieuse

M. Mbacké
Marabout (saint homme)
Chef religieux local, Darou Mousty
Institution religieuse

M. Gaoussou Gueye
Premier vice-président
Conseil national interprofessionnel de la pêche artisanale au Sénégal (CONIPAS)
Association

M. Mamadou Sambou
Conseiller
Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR)
Association

Dr Jean-Philippe Thomas
Coordonnateur
ENDA Énergie
ONG

Mme Awa Faly Ba Mbow
Coordinatrice des programmes
Innovations, Environnement, développement Afrique (IED Afrique)
ONG

Annexe 2

Groupe consultatif du Sénégal

Nom	Organisation
------------	---------------------

Dr Aminata Niane Badiane	USAID Sénégal
--------------------------	---------------

Dr Jörg Michael Baur	PERACOD
----------------------	---------

John Lucas Eichelsheim	Intervenir pour le développement écologique et l'environnement en Casamance
------------------------	---

Birima Fall	WWF WAMER
-------------	-----------

Alioune Badara Kaéré	Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
----------------------	---

Racine Kane	
-------------	--

UICN

Dr Cheikh Mbow
Université de Dakar

Dr Ole Mertz
Université de Copenhague

Kevin J Mullally
USAID, Sénégal

Vore Gana Seck
Green Sénégal

Ousmane dit Raymond Seye
Plan Sénégal

Peter Trenchard
USAID Sénégal

Annexe 3 Vue d'ensemble de la méthodologie

Le Sénégal parle du climat emploie un modèle de recherche qualitatif. Les approches qualitatives – qui donnent lieu à des données non numériques – sont tout particulièrement utiles pour entreprendre des recherches exploratoires sur des sujets qui n'ont guère fait l'objet de recherches. Au moyen de groupes de réflexion et d'entretiens approfondis, *Le Sénégal parle du climat* étudie le sens que les gens attachent au changement climatique et examine la manière dont ils vivent les questions et impacts relatifs au climat.

En mai 2009, ce sont 12 groupes de réflexion et 17 entretiens approfondis en tout qui ont été organisés dans les six endroits choisis au Sénégal.

Les six sites destinés au travail de terrain ont été sélectionnés sur la base de recherches documentaires et d'appels téléphoniques de consultation avec le groupe consultatif du Sénégal. Les défis environnementaux représentés dans ces zones ont déjà été, dans une certaine mesure, reliés au changement climatique ou pourraient être encore exacerbés par le changement climatique à l'avenir. Dans le cadre de la sélection, on s'est également efforcé de garantir la diversité géographique, ethnique, linguistique et urbaine/rurale. Les sites sélectionnés pour les recherches étaient les suivants : Dakar et Rufisque ; Mbacke et Darou Mousty ; et Ziguinchor et Tendouck.

Discussions en groupes de réflexion

Les groupes de réflexion ont été organisés avec des agriculteurs et des pêcheurs, des éleveurs et des entrepreneurs, des femmes et des hommes, des riches et des pauvres, des habitants de zones rurales et urbaines. Étant donné les implications du changement climatique pour certains moyens de subsistance au Sénégal, les personnes qui travaillent dans le secteur de la pêche (Rufisque, Tendouck), de la collecte des huîtres (Tendouck) et de l'agriculture (Tendouck et Darou Mousty) ont été délibérément ciblées.

Deux discussions en groupe de réflexion ont été organisées à chaque endroit. Les groupes de réflexion étaient formés soit d'hommes soit de femmes, avec environ huit participants dans chacun, tous dans une tranche d'âge similaire. Les tranches d'âge étaient 18-24 ans, 25-34 ans et 35-50 ans. L'âge et le sexe ont été pris en compte pour faciliter la conversation entre les participants.

Les participants de chaque groupe de réflexion appartenaient à une classe socioprofessionnelle similaire ou exerçaient des professions similaires. La classe socio-économique a été déterminée sur la base du revenu dans les villes de Dakar et de Ziguinchor ; cependant, il n'a pas été possible de déterminer la classe socio-économique à l'extérieur de la capitale du fait des données limitées sur les indicateurs socio-économiques. La profession a donc été utilisée comme base pour recruter les participants dans ces zones.

Les modérateurs pour chaque groupe correspondaient aux participants sur le plan du sexe et de la langue. À Dakar, Rufisque, Mbacke, Darou Mousty et Ziguinchor, les discussions en groupe de réflexion se sont déroulées en wolof et certains des membres de ces groupes ont aussi donné quelques réponses limitées en français. À Tendouck, les groupes de réflexion ont mené leurs discussions en jola.

Structure des discussions

Les modérateurs ont utilisé un guide de discussion structuré pour diriger les groupes de réflexion. Ce guide a été perfectionné après l'étude pilote de *L'Afrique parle du climat* au Nigeria, durant laquelle plusieurs améliorations ont été apportées.

Pour commencer, on a montré aux participants huit images de la nature, y compris des arbres, de l'eau et le soleil, et on leur a demandé s'ils avaient des mots pour décrire les images toutes ensemble. Le guide de discussion cherchait ainsi à obtenir des mots utilisés pour décrire la « nature ». On a ensuite demandé aux participants s'ils avaient remarqué des changements dans la nature dans le courant de leur vie, puis on les a invités à faire part de leurs anecdotes concernant ces changements.

Le deuxième groupe d'images montrées aux participants représentait une gamme de questions qui peuvent être liées au changement climatique. Il y avait 15 images dans ce groupe, illustrant des questions comme la sécheresse, l'échec des cultures, l'érosion et les inondations. Il a été demandé aux participants si les images avaient quoi que ce soit en commun, puis ils ont été invités à choisir les deux images qui avaient l'impact le plus important sur leur vie. Une discussion sur les images choisies a suivi.

La section suivante du guide de discussion a introduit les concepts du changement climatique et du réchauffement climatique, sans vraiment introduire les deux expressions. Deux affirmations ont été lues aux participants.

Affirmation 1 : Les scientifiques disent que les êtres humains font changer les cycles météorologiques au fil du temps et aux quatre coins du monde.

Affirmation 2. Les scientifiques disent que les êtres humains font augmenter la température de la Terre.

Les réactions des participants à ces affirmations ont été débattues. Enfin, les expressions « changement climatique » et « réchauffement climatique » ont été examinées. Ces expressions ont été intentionnellement introduites relativement tard dans le guide de discussion sur la base des expériences de l'étude pilote menée au Nigeria, qui suggéraient que la plupart des participants ne connaîtraient pas bien ces termes.

Les sections suivantes du guide se sont penchées sur les réponses au changement climatique, sur les barrières et les facteurs facilitants concernant la bonne gestion environnementale, la migration rurale-urbaine et le rôle potentiel des médias.

À l'exception du Nigeria, le guide de discussion était le même pour tous les pays couverts par *L'Afrique parle du climat*. Il a été traduit dans les langues locales par des modérateurs qui parlaient ces langues.

Entretiens approfondis

L'équipe de recherche a mené 17 entretiens approfondis avec des leaders d'opinion pour obtenir les points de vue de décideurs et de faiseurs d'opinion sur la question du changement climatique. Ces faiseurs d'opinion étaient des personnes s'intéressant tout particulièrement au changement climatique, ou bien ayant une opinion basée sur certaines connaissances dans un domaine, une région ou un spécialisme particulier au sein du pays. Les personnes interrogées ont été sélectionnées sur la base de recherches documentaires et d'une consultation avec le groupe consultatif local et les chercheurs locaux.

Les leaders d'opinion ont été sélectionnés dans six secteurs différents, sur la base d'un quota. Ces secteurs étaient : le gouvernement, les médias, le secteur privé, les institutions religieuses, les associations locales et nationales (par exemple associations d'agriculteurs), les ONG et les institutions universitaires. Au Sénégal, le quota a été atteint pour chaque secteur.

Secteur	Quota	Atteint au Sénégal
Gouvernement national		
	(3 instances nationales, 2 locales)	
Médias		
Secteur privé		
Chefs religieux		
Associations locales (p. ex. les associations d'agriculteurs)		
ONG, universitaires		
Total		

Au Sénégal, comme dans tous les pays couverts par *L'Afrique parle du climat*, tous les efforts possibles ont été faits pour parler au point focal en matière de changement climatique au niveau du gouvernement national. Les autres ministères ont été sélectionnés en fonction des manières dont le changement climatique se manifeste dans le pays. Au Sénégal, des représentants du ministère de l'Économie maritime, de la Pêche et du Transport maritime et du Centre de suivi écologique ont été consultés.

Dans le secteur des médias, on a sélectionné des représentants de la radio, de la télévision et de la presse. Les médias privés et publics, ainsi que nationaux et locaux, étaient représentés. Dans le secteur privé, une compagnie de pêche, une société de télécommunications et une entreprise agroalimentaire qui fabrique des produits à base d'arachide étaient représentées.

Au niveau du gouvernement national, des représentants de Mbacke et de Ziguinchor ont été interrogés. Les deux chefs religieux consultés étaient un imam de Dakar et un marabout (saint homme) d'une zone rurale à l'extérieur de la capitale.

Les deux associations représentées étaient une association de pêcheurs et une association d'agriculteurs.

Enfin, des représentants de deux ONG axées sur le changement climatique ont été interrogés.

Tous les leaders d'opinion interrogés ont donné leur permission pour que leurs réflexions et leurs opinions soient utilisées dans les rapports du projet L'Afrique parle du climat.

Analyse et compte rendu

Toutes les discussions des groupes de réflexion et tous les entretiens ont été enregistrés et transcrits. Les transcriptions ont été réalisées dans la langue originale de la discussion, puis traduites en français au besoin par les modérateurs des groupes de réflexion. Pour les groupes de réflexion organisés à Dakar, Rufisque, Mbacke, Darou Mousty et Ziguinchor, ce sont des

transcriptions en wolof qui ont été produites, et pour les groupes de Tendouck, des transcriptions en jola.

Les transcriptions ont ensuite été traduites du français à l'anglais à Londres. Les traducteurs ont commencé par lire les transcriptions en français pour relever les incohérences et les anomalies lesquelles, si présentes, ont été transmises aux animateurs au Sénégal. L'équipe du Sénégal est ensuite revenue sur les transcriptions originales en wolof ou jola et, au besoin, les enregistrements audio, afin de répondre aux questions posées. La plupart des transcriptions françaises ont été perfectionnées plusieurs fois avant d'être traduites vers l'anglais, pour veiller à l'exactitude des transcriptions anglaises.

Un processus similaire a été utilisé pour produire les transcriptions des entretiens approfondis ; cependant, la plupart de ces entretiens ont été menés en français.

Les transcriptions des groupes de réflexion et des entretiens ont été systématiquement codées par une équipe de chercheurs, au moyen d'une liste commune de codes. Cette liste a été générée par le biais d'un processus de consultation détaillé qui a débuté par un codage ouvert. La fiabilité de l'intercodeur a atteint finalement 0,92. Le codage a permis aux chercheurs de grouper les données en fonction des thèmes se dégageant. Chaque code a ensuite été analysé pour en extraire les nouvelles idées et les conclusions.

Principes directeurs

L'Afrique parle du climat s'est efforcé d'adhérer aux lignes directrices suivantes :

- Cette initiative de recherche sera dirigée par les chercheurs du Research and Learning Group (R&L – groupe de recherche et d'apprentissage) du BBC WST, qui travaillent dans toute l'Afrique.
- Le R&L de Londres coordonnera les recherches et fournira un soutien sur le plan de la conception des recherches, de l'analyse et de la présentation de rapports
- Des réseaux consultatifs informels seront mis en place au niveau stratégique et de chaque pays pour orienter l'approche et la mise en œuvre des recherches et la présentation de comptes rendus sur les recherches.
- La formation thématique aura recours aux institutions locales universitaires ou autres ayant des connaissances techniques spécialisées et des connaissances locales comme le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).
- Tous les modérateurs et toutes les personnes chargées de mener les entretiens qui prendront part au travail de terrain recevront une formation thématique et basée sur les compétences sur le changement climatique.
- Toute agence de recherche utilisée pour contribuer à mener les travaux de terrain emploiera des chercheurs/animateurs locaux et leur travail sera soumis à un contrôle qualité effectué par le R&L.

BBC WORLD SERVICE TRUST

Le BBC World Service Trust est l'organisme caritatif de développement international de la BBC. Il cherche à réduire la pauvreté et à promouvoir les droits de l'homme. Le Research and Learning Group (R&L - Groupe de recherche et d'apprentissage) se spécialise dans la conception et la mise en œuvre de recherches qui apportent de nouvelles informations sur le rôle des médias et des communications autour des questions de développement.

Organisation caritative enregistrée sous le numéro : 1076235

BBC World Service Trust, Bush House, Strand, Londres WC2B 4PH, Royaume-Uni
Tél.+44 (0) 20 7557 2462
Fax +44 (0) 20 7397 1622
E-mail ws.trust@bbc.co.uk

Site Web bbcworldservicetrust.org

BRITISH COUNCIL

Le British Council est l'organisation internationale du Royaume-Uni qui se consacre aux actions d'éducation et aux relations culturelles. Il favorise l'échange de connaissances et d'idées et est actif dans les domaines de l'art, de l'éducation, de la science, du sport et de la gouvernance dans plus de 100 pays. Il est parvenu l'an dernier à plus de 128 millions de personnes. Pour un supplément d'information, veuillez vous rendre sur www.britishcouncil.org.

www.britishcouncil.org/africa
www.britishcouncil.org/climatechange

Imprimé sur du papier issu de sources recyclées et durables

Références

¹ Forum humanitaire mondial Rapport sur l'impact humain : *Changements climatiques – L'anatomie d'une crise silencieuse* (2009), ghfgenewa.org/Portals/0/pdfs/human_impact_report.pdf

² « Dans certains pays, le rendement de l'agriculture pluviale pourrait chuter de 50 % d'ici 2020 » : Quatrième rapport d'évaluation du GIEC : *Changement climatique 2007*, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/syr/en/contents.html

³ « Le déclin des rendements agricoles, en particulier en Afrique, est susceptible de laisser des centaines de millions de personnes dans une situation d'incapacité à produire ou à acheter des aliments en quantité suffisante » [notre traduction] : Stern, lord n, *Stern Review: The Economics of Climate Change* (2006), www.hm-treasury.gov.uk/stern_review_report.htm

⁴ *UN set to double Kenya food aid* (bbc news, 18 mars 2009, news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/7951332.stm);
Ethiopia appeals for urgent aid (bbc news, 12 juin 2008, news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/7451936.stm);
Somalia 'worst drought in decade' (bbc news, 13 mai 2009, news.bbc.co.uk/1/hi/8047273.stm);
Uganda facing food crisis (The Guardian, 6 juillet 2009, www.guardian.co.uk/katine/2009/jul/06/uganda-food-crisis)

⁵ « Jusqu'à 80 millions de personnes supplémentaires seront exposées au paludisme en Afrique si le réchauffement atteint les 4°C » [notre traduction] : Stern, lord n, op cit

⁶ Forum humanitaire mondial : *Changements climatiques – L'anatomie d'une crise silencieuse*, op cit

⁷ Quatrième rapport d'évaluation du GIEC : *Changements climatiques 2007*, op cit

⁸ « Dans la toile complexe de causes qui mènent à l'instabilité sociale et politique, aux carnages et à la guerre, la dégradation de l'environnement joue un rôle de plus en plus important – il s'agit du "facteur guerre verte" » [notre traduction] affirmait un rapport publié en 1991 par Panos Publications, *Greenwar: Environment and Conflict*

⁹ Parmi les exemples de conflits liés au changement climatique qui ont d'ores et déjà lieu figurent les « luttes entre pasteurs et agriculteurs dans les régions éthiopiennes d'Oromia et d'Ogaden, les luttes entre clans somaliens et les luttes accrues durant les périodes de sécheresse au Nigeria » [notre traduction], selon le rapport du Forum humanitaire mondial *Changements climatiques – L'anatomie d'une crise silencieuse*, op cit

¹⁰ Climate Change and development Consultation on Key Researchable Issues, par S Huq et H Reid (2005), www.ied.org/pubs/pdfs/G00008.pdf

¹¹ *Feeling the Heat*, United Nations Framework Convention on Climate Change, unfccc.int/essential_background/feeling_the_heat/items/2918.php

¹² Des recherches menées auprès de 3.164 Sud-africains en 2008, par exemple, ont révélé que plus d'un quart (28%) des personnes interrogées n'avaient pas entendu parler du changement climatique et qu'un très petit nombre (25%) avaient « quelques » ou « assez de » connaissances sur ce sujet. Cf. *Blowing Hot or Cold? South African Attitudes to Climate Change* par J Seager (2008), in *Human Sciences Research Council Review* 6(3), www.hsrc.ac.za/HSRC_Review_Article-105.phtml. De même, un sondage Gallup de 2008 a montré que 63% des Sud-africains soit n'avaient jamais entendu parler du changement climatique ou du réchauffement climatique, soit disaient ne pas savoir ou refusaient de répondre. www.gallup.com/poll/121526/major-economies-threat-climatechange.aspx

¹³ Un sondage effectué par le BBC World Service en 2007 a révélé qu'environ 50% des Nigériens et des Kényans n'avaient soit guère soit rien entendu ou lu sur le réchauffement climatique ou le changement climatique : *All Countries Need to Take Major Steps on Climate Change: Global Poll* news.bbc.co.uk/1/shared/bsp/hi/pdfs/25_09_07climatepoll.pdf

¹⁴ Un sondage effectué par le BBC World Service en 2009 a révélé que 52% des Kényans et 48% des Nigériens considèrent que le changement climatique est un problème « très sérieux » : *Climate Concerns Continue to Increase: Global Poll* news.bbc.co.uk/1/shared/bsp/hi/pdfs/04_12_09climatepoll.pdf

¹⁵ *The World Speaks* : un sondage annuel de BBC Global News, en association avec Globescan, BBC Global News (2010), downloads.bbc.co.uk/worldservice/the_world_speaks/presentation.pdf

¹⁶ Les migrants intérieurs du Ghana ont mentionné la pénurie de terres fertiles, les précipitations peu fiables et les rendements agricoles faibles comme des raisons de quitter leurs maisons. Cf. *'We Are Managing!': Climate Change and Livelihood Vulnerability in Northwest Ghana* par K Van der Geest, 2004, Leiden : Afrika-Studies Centrum

¹⁷ *The History of Environmental Change and Adaptation in Eastern Saloum, Senegal: Driving Forces and Perceptions*, par C Mbow et al (2008) in *Global Change and Planetary Change*, 64, pp 210-221

¹⁸ *Farmers' Perceptions of Climate Change and Agricultural Adaptation Strategies in Rural Sahel*, par O Mertz et al (2009) in *Environmental Management*, 43(5), pp 804-816

¹⁹ Une étude effectuée en 2007 en Afrique australe a conclu que les agriculteurs considéraient que le manque d'information sur les effets du changement climatique et les stratégies potentielles d'adaptation constituait un obstacle considérable à l'adaptation. Cf. *Micro-Level Analysis of Farmers' Adaptation to Climate Change in Southern Africa*, par C Nhemachena et R Hassan (2007), IFPRI discussion paper 00714, www.ifpri.org/publication/micro-level-analysis-farmers-adaptation-climatechange-southern-africa

²⁰ *The Perception of and Adaptation to Climate Change in Africa*, par David J Maddison (2007), Document de travail de la Banque mondiale de recherche sur les politiques N° 4038, ssrn.com/abstract=1005547

²¹ *Climate Change in the American Mind; Americans' Climate Change Beliefs, Attitudes, Policy Preferences, and Actions*, par A Leiserowitz et al (2009), Center for Climate Change Communication, Dept of Communication, George Mason University, www.climatechangecommunication.org/images/files/Climate_Change_in_the_American_Mind.pdf

²² *Public Understanding of Climate Change* (2005), par A Darnton pour Futerra

²³ *Weather it's climate change?*, par Ann Bostrum et Daniel Lashof (2007), in *Creating a Climate for Change*, sous la direction de Susanne C Moser et Lisa Dilling (Cambridge)

²⁴ Une petite étude menée à Pittsburgh a mis en évidence le fait que les personnes confondent les connaissances existantes de l'amenuisement de l'ozone stratosphérique et l'effet de serre. Les gens amalgament aussi la météorologie et le climat. L'effet de serre est souvent littéralement interprété comme étant la cause d'un climat chaud et humide. Cf. *What Do People Know About Global Climate Change? 1. Mental Models*, par A Bostrom et al (1994) in *Risk Analysis* 14(6), brynnvans.com/Climate-Change-Part1.pdf

²⁵ *Fear Won't Do It: Promoting Positive Engagement With Climate Change Through Visual and Iconic Representations*, par S O'Neill et S Nicholsoncole (2009), in *Science Communication* 30(3) : pp 355-379

²⁶ *Communicating Climate Change – Motivating Citizen Action*, par S Moser (2008), The Canada Institute of the Woodrow Wilson International Center for Scholars, in *Encyclopaedia of Earth*, édité par J Cleveland, Washington, DC : Environmental Information Coalition, National Council for Science and the Environment, www.eoearth.org/article/Communicating_climate_change_motivating_citizen_action

²⁷ Cf. : *UNEP Climate Change Strategy 2010-11*, www.unep.org/pdf/UNEP_CC_STRATEGY_web.pdf ; *UN Gender Perspectives: Integrating Disaster and Risk Reduction into Climate Change Adaptation*, Nations Unies (2008); *Left in the Dark: The unmet need for information in humanitarian responses*, BBC World Service Trust (2008); *Micro-Level Analysis of Farmers' Adaptation to Climate Change in Southern Africa*, par C Nhemachena et R Hassan (2007), op cit

²⁸ Ce rapport, qui procède à une synthèse des conclusions d'études de plus de 35 pays non industrialisés, suggère qu'il faut consacrer des moyens au rassemblement de journalistes et de sources potentielles au sein de réseaux professionnels et que le soutien rédactionnel apporté au changement climatique doit être renforcé. Il conclut : « De telles mesures pourraient contribuer à faire changer la couverture du changement climatique de reportages environnementaux à des reportages souvent plus faciles à vendre d'ordre politique, économique et humain... qui sont

moins souvent présentés ». Cf. *Time to Adapt? Media Coverage of Climate Change in non-Industrialised Countries*, par M Shanahan (2009), in *Climate Change and the Media*, sous la direction de T Boyce et J Lewis, Peter Lang Publishing

²⁹ *Desertification – Coping with Today’s Global Challenges in the Context of the Strategy of the United Nations Convention to Combat Desertification: Dialogue de politique générale de haut niveau*, Bonn, 27 mai 2008, www.unccd.int/meetings/global/hlpd/docs/HLPD-Report-2008.pdf

³⁰ *An Online Review of Foreign Agricultural Service Initiatives and Services* (2007), United States department of Agriculture, Foreign Agricultural Service, www.fas.usda.gov/info/fasworldwide/2007/03-2007/SenegalOverview.pdf

³¹ *Senegal at a Glance*, Banque mondiale (2008), devdata.worldbank.org/AAG/sen_aag.pdf

³² *An Online Review of Foreign Agricultural Service Initiatives and Services*, op cit

³³ *Adapting Fishing Policy to Climate Change with the Aid of Scientific and Endogenous Knowledge (West Africa)*, un projet du Centre de recherches pour le développement international, www.idrc.ca/es/ev-83062-201_104682-1-IDRC_ADM_INFO.html

³⁴ Quatrième rapport d'évaluation du GIEC : *Changements climatiques 2007*, op cit

³⁵ *Mainstreaming Adaptation to Climate Change in Least Developed Countries*, by S Huq et al (2003), Institut International pour l'Environnement et le Développement, www.un.org/special-rep/ohrls/ldc/LDCsreport.pdf

³⁶ *Climatic Perturbation and Urbanization in Senegal*, par C Gueye et al (2007), in *Cities and Global Environmental Change* 173(1): pp 88-92

³⁷ ONU-Habitat, www.unhabitat.org/categories.asp?catid=229

³⁸ *Senegal city is “most threatened”*, BBC News, 13 juin 2008, news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/7452352.stm

³⁹ *Final Evaluation of National Adaptation Programmes of Action: Country Report, Senegal*, Programme des Nations Unies pour l'environnement, www.unep.org/eou/PDFDOCS/National_Adoption_Prog/Annex_10a-Senegal%20_Country_Report-rev.pdf

⁴⁰ *Final Evaluation of National Adaptation Programmes of Action: Country Report, Senegal*, op cit

⁴¹ *Waiting for Culprits to Act*, par M Gueye (2008), in *Development & Cooperation* 49(12), pp 458-459, www.inwent.org/ez/articles/082771/index.en.shtml

⁴² *Frame Analysis*, par E Goffman (1974), Cambridge : Harvard University Press